



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-sixième session

11-29 septembre 2017

Point 5 de l'ordre du jour

**Organismes et mécanismes de protection
des droits de l'homme**

Rapport du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales*

Note du secrétariat

Le secrétariat a l'honneur de transmettre au Conseil des droits de l'homme le rapport du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, soumis en application de la résolution 30/13 du Conseil.

* Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.



I. Introduction

1. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, créé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 21/19, a pour mandat de négocier, de parachever et de présenter au Conseil la version définitive d'un projet de déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Dans sa résolution 30/13, le Conseil a décidé que le Groupe de travail tiendrait ses deux prochaines sessions annuelles avant sa trente-sixième session et l'a prié de lui soumettre des rapports sur l'état d'avancement de ses travaux. Le présent rapport fait suite à cette demande.

2. La quatrième session du Groupe de travail, qui s'est tenue du 15 au 19 mai 2017, a été ouverte par une représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui a salué l'ouverture d'esprit de la Présidente-Rapporteuse, ainsi que le rôle moteur qu'elle avait joué dans l'examen des propositions et des préoccupations concernant le projet de déclaration révisé (A/HRC/WG.15/4/2) lors de la troisième session. La représentante a souligné qu'il était urgent de se pencher sur la situation des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dont beaucoup espéraient que les débats du Groupe de travail déboucheraient rapidement sur une déclaration consensuelle finale et solide.

II. Organisation de la session

A. Élection du Président-Rapporteur

3. À sa quatrième session, le Groupe de travail a élu Nardi Suxo Iturry (État plurinational de Bolivie) Présidente-Rapporteuse, sur proposition du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, représenté par la Jamaïque.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. L'ordre du jour a été adopté (A/HRC/WG.15/4/1).

5. La Présidente-Rapporteuse a expliqué les modalités du débat et a indiqué que l'un des objectifs de la session était de lever tous les doutes qui pourraient subsister quant aux dispositions du projet de déclaration en vue de parvenir à un consensus sur le plus grand nombre d'articles possible.

6. La Présidente-Rapporteuse a indiqué que le projet de déclaration serait lu article par article et a demandé aux participants de proposer une formulation précise afin d'améliorer le texte.

C. Déclarations liminaires

7. Une déclaration réaffirmant le soutien au processus a été prononcée au nom du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a fait référence à des initiatives mondiales en lien avec les droits des paysans, notamment à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, proclamée en 2016. Il était souligné que le projet de déclaration était directement en rapport avec les directives et les principes les plus pertinents adoptés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et la FAO, ainsi qu'avec les objectifs mondiaux que représentaient l'éradication de la faim et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

8. La Présidente-Rapporteuse a rappelé les faits nouveaux survenus et les réunions qu'elle avait tenues avec plusieurs parties prenantes depuis la troisième session, en mai 2016.

III. Table ronde

9. La Présidente-Rapporteuse a invité sept experts à participer au processus : Shivani Chaudhry, Priscilla Claeys, José Esquinas, Mamadou Goïta, Christophe Golay, Anuradha Mittal et Ana Maria Suarez Franco. Lors d'une table ronde, les experts ont discuté de la manière dont la déclaration permettrait de s'attaquer à des problèmes tels que la pauvreté, les changements climatiques et la privatisation des terres, et de combler le vide qui existait actuellement en droit international.

IV. Déclarations générales

10. La Tunisie, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a déclaré son soutien au mandat du Groupe de travail. Elle a souligné que dans de nombreux pays les paysans avaient de tout temps été victimes d'une discrimination qui subsistait encore aujourd'hui et qu'il était nécessaire de combler les lacunes du droit international des droits de l'homme.

11. L'Afrique du Sud a souligné qu'il importait d'élaborer des règles et des normes sur une série de questions thématiques majeures qui figuraient dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans la Déclaration sur le droit au développement. Elle a réaffirmé sa volonté de soutenir le processus et d'y participer de manière constructive.

12. L'Union européenne a souligné l'importance attachée aux droits des personnes vivant et travaillant dans les zones rurales et mentionné le soutien que ces personnes recevaient par le biais des politiques de l'Union, notamment sous forme d'aide au développement. Des préoccupations subsistaient au sujet du projet de déclaration. Celle-ci n'étant pas juridiquement contraignante, elle ne pouvait pas créer de nouveaux droits.

13. S'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), El Salvador a salué la contribution des paysans et de l'agriculture traditionnelle à l'environnement, laquelle avait également été reconnue dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans la résolution 66/222 de l'Assemblée générale, qui avait proclamé l'année 2014 Année internationale de l'agriculture familiale.

14. S'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, la République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée du processus de négociations sur le projet de déclaration, qui avait été appuyé par les participants au dix-septième Sommet des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement. La transition vers une agriculture durable, une meilleure gestion agricole et une aide à l'agriculture familiale et aux petits exploitants agricoles était essentielle dans les pays en développement.

15. Le Japon a réservé sa position sur l'ensemble du projet de déclaration, estimant qu'il était prématuré d'y inclure certains éléments qui n'avaient pas encore été reconnus comme droits de l'homme par la communauté internationale. Il serait plus efficace de recourir aux mécanismes existants.

16. Le Nicaragua a souscrit aux déclarations de la CELAC et du Mouvement des pays non alignés, et souligné qu'il importait de défendre les droits des paysans, qui étaient des membres clefs d'un secteur essentiel de la société.

17. L'Éthiopie a souligné que les paysans étaient un pilier du développement et a réitéré son soutien au projet de déclaration, qui pourrait devenir un instrument majeur du développement.

18. Le Mexique a relevé que le projet de déclaration mettait les paysans dans une catégorie à part et que les droits énoncés dans le texte avaient déjà été codifiés dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le document faisait double emploi et n'aidait pas à la mise en œuvre effective et à la systématisation du droit international des droits de l'homme.

19. L'Argentine a félicité la Présidente-Rapporteuse pour son esprit ouvert et constructif et a noté que plusieurs de ses propositions avaient été prises en compte. Des doutes ont été exprimés au sujet de certains concepts. La question de l'égalité entre les sexes et le rôle des paysannes dans le texte ont été perçus comme des points positifs.

20. Le Guatemala a estimé que le Groupe de travail offrait une excellente occasion d'étudier des moyens d'améliorer la situation des personnes travaillant dans les zones rurales. Un processus de consultation ouvert était en cours au niveau national pour formuler des commentaires sur la déclaration. Actuellement, le Guatemala n'était pas en mesure d'appuyer le projet et réservait sa position sur l'ensemble du texte.

21. L'Égypte a déclaré son soutien au mandat du Groupe de travail et indiqué qu'il était nécessaire de créer, dans le respect des lois nationales, un instrument spécial pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des paysans en reconnaissance de leur contribution au développement et conformément aux droits de l'homme universellement reconnus, comme le prévoyait le droit international des droits de l'homme.

22. Le Chili a relevé que, même si le nouveau texte constituait une amélioration, des consultations nationales et intersectorielles demeuraient nécessaires. Il a indiqué que ses commentaires seraient alignés sur ceux qu'il avait formulés précédemment.

23. Le Brésil a souligné que la négociation de la déclaration était l'une des nombreuses initiatives visant à appeler l'attention sur les paysans. Le projet de déclaration ne devait pas s'opposer à l'agro-industrie ou la critiquer, et les pratiques dans ce secteur devaient également être conformes aux droits de l'homme. Le Brésil contribuerait à la conclusion d'un projet de déclaration équilibré et conforme au droit international.

24. Le Pérou a indiqué que le texte devait prendre en compte les spécificités des différents systèmes juridiques, s'agissant en particulier de la souveraineté sur les ressources naturelles, qui ne pouvait pas être exercée par un groupe de personnes en particulier. Il était disposé à œuvrer pour parvenir au consensus nécessaire sur ce sujet et sur d'autres questions afin d'établir la version finale du projet de déclaration aussi rapidement que possible.

25. La Fédération de Russie a souligné qu'elle avait appuyé les résolutions portant création du Groupe de travail. L'application de normes précises visant un groupe précis, par exemple les peuples autochtones, à la situation des paysans devait se faire avec beaucoup de soin et l'octroi de droits supplémentaires ne devait pas violer les droits de tiers.

26. L'Inde a souligné que le projet de déclaration contenait de nombreux droits qui avaient été repris de traités et de conventions existants, et que les débats sur les droits fondamentaux devaient être centrés sur les normes existantes.

27. La Suisse a salué le nouveau projet et souligné que la mise en œuvre des instruments existants, tels que le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (art. 9, consacré aux droits des agriculteurs), restait prioritaire. Un processus participatif et une approche fondée sur les droits de l'homme permettraient de faire face aux besoins des paysans et aux défis auxquels ils étaient confrontés.

28. La Malaisie a pleinement adhéré à la déclaration du Mouvement des pays non alignés. Elle a souligné l'importante contribution des paysans et des petits exploitants agricoles à l'économie nationale et ajouté qu'il fallait créer un environnement dans lequel ils pourraient prospérer face à la concurrence mondiale.

29. L'État plurinational de Bolivie a indiqué que la déclaration était nécessaire pour résoudre des problèmes tels que la malnutrition et le manque d'accès aux semences, qui figuraient parmi les préoccupations recensées dans l'étude du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.

30. L'Équateur a insisté sur la solidité de la déclaration, fondée sur plus de 50 instruments, résolutions et conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La protection des droits de l'homme au moyen d'instruments internationaux avait connu une évolution constante, ce qui avait permis d'accorder davantage d'attention à certains groupes jusque-là négligés.

31. Cuba a souligné qu'une déclaration pouvait contribuer à résoudre des problèmes ruraux, environnementaux et alimentaires, et qu'il était nécessaire de reconnaître de nouveaux droits et de renforcer la protection de ceux qui existaient déjà.

32. La République bolivarienne du Venezuela a signalé que de nombreuses études avaient mis en évidence le besoin d'une déclaration sur les droits des paysans. L'extrême pauvreté, les techniques agricoles primitives et les formes contemporaines d'esclavage, notamment, montraient qu'il était nécessaire d'encourager un projet d'instrument dans ce domaine. Les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies devaient se refléter dans le projet de déclaration.
33. L'Uruguay a souligné que le but du projet de déclaration était non de créer de nouveaux droits, mais de garantir aux personnes travaillant dans les zones rurales la jouissance de tous les droits fondamentaux, dans des conditions d'égalité.
34. Le Kenya a appuyé le projet de déclaration, car ses objectifs offraient certaines des nombreuses solutions nécessaires dans le secteur complexe de l'agriculture. La déclaration permettrait de s'attaquer aux problèmes les plus pressants des paysans, s'agissant notamment des bas prix de leurs produits, de l'insuffisance des infrastructures agricoles, des mauvaises conditions de logement et des droits relatifs à la santé.
35. Le Panama a exprimé son soutien au processus, qui était une manière efficace de combattre la pauvreté. Il s'est engagé à contribuer aux efforts déployés et a indiqué qu'il formulerait des commentaires sur certains articles.
36. L'OIT a fait remarquer que le projet devrait être modifié afin de mieux prendre en compte les normes internationales interdisant le travail des enfants, les travaux de l'OIT, ainsi que les objectifs communs fixés dans le Programme 2030, en particulier les objectifs 2 et 8 de développement durable.
37. La Marche mondiale des femmes a souligné que les paysannes se trouvaient dans une situation de vulnérabilité. La déclaration jouerait un rôle clef en contribuant à améliorer leur situation.
38. La Via Campesina (Europe) s'est dite préoccupée par la position de l'Union européenne et a insisté sur la nécessité pour le Groupe de travail de réexaminer certaines avancées. Il était important de garantir la sécurité des personnes vivant de la terre et leur accès aux ressources.
39. La Via Campesina (Afrique) a appelé l'attention sur la nécessité de renforcer les instruments internationaux. L'adoption d'une déclaration constituerait un message politique fort en mettant en lumière le rôle clef joué par les paysans dans le futur de l'humanité et permettrait d'améliorer leur visibilité.
40. Le Forum mondial des populations de pêcheurs a souligné qu'un instrument global était nécessaire pour promouvoir les droits fondamentaux collectifs des paysans et des pasteurs notamment.
41. Le Conseil international des traités indiens s'est montré encouragé par le nouveau projet de déclaration, clairement inspiré des normes en matière de droits de l'homme. Il s'est dit préoccupé par les déclarations des États qui ne reconnaissaient pas les droits collectifs des paysans.
42. La Via Campesina (Palestine) a insisté sur la nécessité de protéger l'accès aux semences et à la terre, qui constituaient un élément central de la vie des paysans. Elle a souligné que tant les semences que les terres faisaient désormais l'objet de spéculation.
43. L'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants a relevé que le pastoralisme était menacé par l'industrialisation forcée de l'élevage et que son identité se dégradait. Les pasteurs avaient le droit d'avoir un mode de vie nomade.
44. La Via Campesina (Amérique du Nord) a souligné qu'il importait de représenter les travailleurs migrants et saisonniers, et insisté sur le fait que bon nombre de jeunes ne voulaient plus travailler dans les zones rurales et que le projet de déclaration leur redonnait espoir.
45. Le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM) a fait observer que la déclaration utilisait des formulations consensuelles. Il considérait que le texte était abouti et proposait une série de dispositions cohérente. Il était temps de passer à son adoption.

46. D'autres organisations de la société civile ont constaté que le cadre international des droits de l'homme en vigueur était principalement axé sur le milieu urbain et que cette orientation devait être corrigée afin de garantir l'universalité des droits de l'homme. Les normes étaient fragmentées et dispersées dans plusieurs instruments. Il existait des lacunes d'ordre normatif en matière de droits aux semences, à la terre et à l'eau pour l'agriculture.

47. L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) a indiqué que l'exploitation des travailleurs ruraux devait être expressément traitée dans les articles de fond.

V. Lecture du projet de déclaration

A. Articles 1^{er} à 4

1. Article 1^{er}

Paragraphe 1

48. Le Guatemala a noté avec préoccupation que la définition du terme « paysan » était basée sur l'activité économique d'un groupe et ne tenait pas compte de l'aspect pauvreté qui touchait les paysans. Il a demandé des éclaircissements sur la signification des expressions « rattachement à la terre » et « zones rurales ». Selon le Guatemala, ce n'était que dans le contexte de l'autodétermination que des droits collectifs avaient été reconnus.

49. L'Afrique du Sud a proposé d'inclure dans la définition l'expression « production des petits exploitants » et de faire référence à d'autres personnes vivant également dans les zones rurales, comme les enfants qui ne travaillaient pas. L'OIT a proposé de mentionner les enfants.

50. Le Réseau international des droits humains a proposé d'inclure dans la définition d'autres personnes travaillant dans les zones rurales, telles que les personnes exerçant une activité dans le secteur de l'agritourisme et les paysans travaillant dans les mines. D'autres organisations de la société civile ont proposé d'ajouter les métayers et les fermiers qui étaient très exposés aux risques d'expulsion.

51. Centre Europe-Tiers Monde a rappelé que l'article premier était fondé sur le texte adopté par les États à la FAO, et qu'il était le résultat de consultations menées avec des personnes directement concernées, que la mondialisation avait rendues vulnérables.

52. S'agissant de l'expression « seul, ou en association avec d'autres ou au sein d'une communauté », M. Golay a expliqué que le mot « ou » prévoyait différentes possibilités et a précisé que des droits collectifs avaient été reconnus à d'autres groupes que les peuples autochtones, notamment dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale de 2012, approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Paragraphe 3

53. La Colombie a proposé de supprimer le paragraphe 3 en faisant valoir qu'il serait discriminatoire à l'égard des minorités, par exemple les personnes d'ascendance africaine. Le Guatemala a, lui aussi, proposé de supprimer ce paragraphe. Selon l'Équateur, ledit paragraphe pourrait être complété par l'ajout d'autres groupes. Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a proposé d'ajouter les dalits à la liste.

Paragraphe 4

54. L'Union européenne et la Tunisie ont proposé d'ajouter « tels qu'ils sont définis par la législation nationale ». La Suisse a souligné que les travailleurs migrants et saisonniers devaient être munis d'une autorisation légale pour travailler.

55. La Jordanie a réservé sa position au sujet du paragraphe 4, s'agissant en particulier de la mention « travailleurs migrants et saisonniers, sans considération de leur statut juridique ».

56. L'OIT a approuvé le paragraphe 4 en soulignant le manque d'informations disponibles sur le nombre de travailleurs ruraux salariés. Elle a proposé de remplacer « aux travailleurs salariés, ainsi qu'aux » par « aux travailleurs salariés, y compris les », proposition appuyée par l'UITA.

57. L'Équateur a fait observer que l'objet de la déclaration était de permettre que les aspirations l'emportent sur la législation locale et a ajouté que les personnes en situation irrégulière étaient particulièrement vulnérables. Les Philippines ont abondé dans son sens.

2. Article 2

58. Le Guatemala a partagé certaines des réserves exprimées par d'autres États. Plus généralement, il a souligné qu'il y avait un conflit entre les obligations des États mentionnées dans le texte et le caractère non contraignant du document.

59. La Fédération de Russie a fait observer que l'article 2 abordait un certain nombre de questions sensibles, comme l'application du texte hors du territoire, et qu'elle n'était pas en mesure d'en appuyer la version actuelle.

60. L'Union européenne, appuyée par la Colombie, a déclaré une nouvelle fois que, dans la version anglaise, il conviendrait de remplacer le mot « *people* » par le mot « *persons* » dans l'ensemble de l'article. L'Égypte a estimé que le mot « *people* » devait être conservé en fonction du contexte, afin d'assurer une certaine cohérence avec le titre du projet de déclaration et avec les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme.

Paragraphe 1

61. L'Union européenne a proposé de supprimer de la première phrase « et hors de » ainsi que « et autres requises ».

62. La Suisse a recommandé de modifier la formulation du paragraphe 1 afin de la rendre plus proche de celle du paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'Afrique du Sud a convenu avec la Suisse que la mention « assurer progressivement la pleine réalisation » était la formule consacrée par le Pacte. L'Afrique du Sud, appuyée par la Fédération de Russie, a proposé de supprimer le terme « des éléments ».

63. Le Chili a demandé des éclaircissements sur la mise en œuvre concrète du paragraphe 1 s'agissant de l'application hors du territoire. Le Brésil, la Colombie, l'Égypte, la Fédération de Russie, le Guatemala, l'Inde, les Philippines et l'Uruguay se sont associés à cette demande. L'Argentine a proposé d'ajouter le membre de phrase « conformément au droit interne de chaque État ». L'Équateur a estimé qu'il était possible d'assurer la protection des droits de l'homme hors du territoire. Le Guatemala a demandé des précisions sur les obligations immédiates et les obligations progressives.

64. L'Équateur a demandé que la version espagnole, qui ne mentionnait pas la compétence extraterritoriale, soit alignée sur la version anglaise.

65. Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a proposé de supprimer le membre de phrase « qui ne peuvent être garantis immédiatement ».

66. Les experts ont expliqué que l'article 2 reposait dans son intégralité sur la législation en vigueur et que le projet de déclaration fournissait des orientations sur la manière dont celle-ci s'appliquerait aux paysans et aux autres personnes travaillant dans des zones rurales.

67. La Jordanie a réservé sa position concernant le paragraphe 1.

Paragraphe 2

68. Le Mexique a fait observer que le paragraphe 2 devrait clairement aborder les multiples formes de discrimination.

Paragraphe 3

69. L'Union européenne a proposé de remplacer « engageront » par « devraient engager » et de supprimer « afin de recueillir leur consentement préalable, libre et éclairé ».

70. La Suisse a demandé comment le principe du consentement préalable, libre et éclairé, qui s'appliquait en règle générale aux peuples autochtones, pourrait s'appliquer aux personnes travaillant dans les zones rurales. L'Uruguay a posé des questions pour obtenir des éclaircissements sur le paragraphe 3.

71. L'Afrique du Sud s'est déclarée favorable au principe du consentement préalable, libre et éclairé en soulignant sa pertinence dans le contexte de la réglementation des sociétés transnationales et des projets de développement.

72. Tout en reconnaissant l'obligation d'engager des consultations, le Mexique a estimé que cette obligation ne devrait pas s'appliquer à toutes les décisions des pouvoirs publics. Dans sa formulation actuelle, ce paragraphe pouvait nuire aux droits des peuples autochtones et devrait donc être plus précis.

73. Le Guatemala s'est dit en désaccord avec la formulation du paragraphe 3, en faisant valoir qu'il risquait de porter atteinte aux droits des peuples autochtones.

74. La Fédération de Russie a fait observer que le consentement préalable, libre et éclairé faisait encore l'objet d'un débat dans le contexte des droits des peuples autochtones et qu'elle ne comprenait pas bien comment ce principe s'appliquerait aux communautés rurales. Sans s'opposer à l'inclusion de ce terme, elle a demandé des éclaircissements sur la manière dont ce principe serait appliqué aux paysans dans la pratique.

75. L'Égypte a indiqué que sa Constitution reconnaissait le principe de la consultation mais pas celui du consentement préalable, et qu'elle n'était donc pas en mesure d'accepter qu'il figure dans le paragraphe 3.

76. L'Équateur a indiqué que le paragraphe 3 ne portait pas atteinte aux droits des peuples autochtones, ainsi que l'affirmaient certains États, mais venait au contraire appuyer d'autres normes, comme la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'OIT.

77. Des experts et des représentants d'organisations de la société civile ont expliqué que le principe du consentement préalable, libre et éclairé était un principe bien établi en droit international et qu'il jouait un rôle crucial dans les décisions ayant une incidence sur les droits, les moyens de subsistance et la dignité des paysans. Bien qu'il ait toujours été appliqué aux peuples autochtones, il avait été à juste titre étendu aux paysans. La notion de « liberté » contenue dans ce principe était une garantie importante contre la coercition.

Paragraphe 4

78. Le Guatemala et l'Inde ont proposé de supprimer le paragraphe 4. La Jordanie a émis des réserves concernant le quatrième paragraphe qui ne lui semblait pas clair.

79. L'Équateur a fait observer que le paragraphe 4 était déterminant car il visait à assurer une certaine cohérence avec les instruments relatifs aux droits de l'homme, lesquels devaient s'appliquer à tous.

Paragraphe 5

80. L'Union européenne a proposé de remplacer « éviter que » par « promouvoir le respect par » dans la première phrase.

81. S'agissant de la réglementation de l'activité du secteur privé, l'Équateur a fait observer que la disposition était importante pour la protection des paysans qui couraient souvent le risque d'être expulsés.

Paragraphe 6

82. La Suisse a fait observer que les partenariats envisagés au paragraphe 6 devraient inclure le secteur privé et a proposé d'énoncer, à l'alinéa d) du paragraphe 6, des conditions convenues d'un commun accord.

83. Le Guatemala, appuyé par le Brésil, a indiqué que la gestion des marchés évoquée à l'alinéa e) du paragraphe 6 était une question qui relevait de l'Organisation mondiale du commerce, compte tenu de la complexité de la mise en œuvre d'une telle disposition, même s'il existait une volonté politique d'aboutir. L'Argentine a proposé de remplacer, à l'alinéa e) du paragraphe 6, « la gestion des marchés » par « le fonctionnement des marchés » qui était une expression moins formelle.

84. L'Union européenne a proposé d'ajouter « s'il y a lieu » après « Veiller » à l'alinéa a) du paragraphe 6 et d'ajouter « volontaire » après « transfert » à l'alinéa d) du paragraphe 6.

3. Article 3

85. La Suisse a proposé d'ajouter « l'origine » à la liste des motifs de discrimination interdits. L'Uruguay a noté avec préoccupation que certains motifs n'y figuraient pas et a proposé de remplacer l'énumération par la formule « toutes les formes de discrimination », afin que les pays puissent interpréter cet article en conformité avec leur propre législation.

86. Le Chili et la Colombie ont souligné qu'il était important d'établir une liste exhaustive qui comprenne l'identité de genre et l'orientation sexuelle, ce à quoi l'Égypte et la Fédération de Russie se sont opposées. Une organisation de la société civile a proposé d'ajouter « le statut juridique ».

87. L'Union européenne a proposé d'ajouter « tous » après « la Déclaration universelle des droits de l'homme et » et de remplacer « des motifs » par « tout motif » au paragraphe 1.

88. Le Chili a demandé de rétablir la formulation de la version précédente du projet. L'Égypte et la Jordanie ont demandé que les dispositions relatives à la non-discrimination soient alignées sur les motifs de discrimination énoncés à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

89. La Bolivie (État Plurinational de) et l'Uruguay ont proposé d'ajouter dans le paragraphe 1 une référence aux formes multiples et croisées de discrimination.

90. Le Guatemala a estimé qu'en droit international, le seul droit collectif était le droit à l'autodétermination. L'Union européenne, la Colombie, le Guatemala et la Suisse ont proposé de supprimer les mots « individuellement et collectivement ».

91. La Bolivie (État Plurinational de) et Cuba se sont dits favorables à une formulation mentionnant l'exercice individuel et collectif des droits, en faisant valoir que de nombreux droits étaient applicables à des groupes, par exemple des communautés.

92. M. Golay a proposé d'utiliser la formule « seul, ou en association avec d'autres », comme à l'article 1 1).

4. Article 4

93. Le Mexique a appelé l'attention sur la nécessité de prendre en compte les formes multiples et croisées de discrimination. Les représentants d'un certain nombre d'États ont souligné qu'il était nécessaire que le texte reconnaisse la contribution des femmes.

94. L'Union européenne, appuyée par le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights, a proposé d'ajouter un alinéa sur le droit des femmes d'acquérir et de céder des terres et également d'hériter de la terre.

95. S'agissant de l'alinéa a) du paragraphe 2, la Suisse a proposé la phrase suivante : « Participer pleinement, efficacement et dans des conditions d'égalité à la planification et à la mise en œuvre d'un développement favorisant l'égalité des sexes à tous les niveaux ». Le Mexique a appuyé cette proposition.

96. L'Union européenne a proposé de mentionner le meilleur état de santé physique et mentale possible à l'alinéa b) du paragraphe 2, proposition qui a reçu le soutien du Guatemala. La Suisse a proposé de remplacer le mot « accès » à l'alinéa g) du paragraphe 2 par les mots « un accès égal ».

97. L'OIT a proposé d'ajouter « des associations » avant « et des coopératives » à l'alinéa e) du paragraphe 2.

98. À l'alinéa g) du paragraphe 2, l'OIT a proposé d'ajouter « à des services financiers tels que » avant « crédit », d'ajouter « le crédit-bail et les assurances » et de supprimer « agricoles ».

99. Le Guatemala a rappelé les réserves formulées par plusieurs pays concernant l'alinéa h) du paragraphe 2, en particulier s'agissant de la référence aux réformes agraires.

100. L'OIT a proposé de mentionner l'égalité des droits à la terre et aux ressources naturelles dans l'alinéa h) du paragraphe 2. Le Mexique a fait observer qu'il était important d'indiquer que les ressources naturelles devaient être utilisées de manière pleinement conforme au droit de l'environnement afin d'éviter que cette utilisation n'ait des incidences néfastes.

101. S'agissant de l'alinéa i) du paragraphe 2, l'OIT a proposé d'insérer « pour un travail de valeur égale » après « jouir de l'égalité de rémunération » et de remplacer « avantages sociaux » par « protection sociale ».

102. À l'alinéa j) du paragraphe 2, l'Union européenne, appuyé par La Via Campesina, a proposé de remplacer « la violence » par « toutes les formes de violence ». La Suisse a proposé le membre de phrase suivant : « Être à l'abri de la violence, y compris la violence familiale, la violence sexuelle et les autres formes de violences sexistes, les mutilations génitales féminines, ainsi que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés », formule qui reprenait en partie les termes de la résolution 68/139.

103. L'Égypte et la Jordanie ont demandé la suppression de l'alinéa k) du paragraphe 2 car ce dernier était fondé sur l'article 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au sujet duquel les deux pays avaient formulé des réserves.

104. FIAN International a proposé d'ajouter une référence aux pratiques traditionnelles qui étaient préjudiciables à l'accès des femmes aux ressources.

105. D'autres organisations non gouvernementales ont proposé de faire mention des services de base, des responsabilités familiales des femmes et du fossé numérique.

106. La Via Campesina a souligné la nécessité d'énoncer l'obligation des États de prévenir *de jure* et *de facto* la discrimination à l'égard des femmes.

107. La Suisse a informé les participants qu'elle transmettrait prochainement des propositions concernant l'ajout de nouveaux paragraphes.

108. L'Afrique du Sud s'est déclarée satisfaite de la version simplifiée telle qu'elle se présentait actuellement et s'est dite favorable à l'ajout d'un libellé sur le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire.

B. Articles 5 à 8

1. Article 5

Paragraphe 1

109. L'Union européenne a déclaré que le droit aux ressources naturelles n'existait pas et a, par conséquent, proposé de supprimer l'expression « ont le droit d'avoir » et d'employer à la place une formule telle que « ont accès aux ressources naturelles ... et les utilisent ».

110. Plusieurs États ont affirmé que les ressources naturelles étaient un bien public et que leur utilisation et leur exploitation étaient régies par les législations nationales.

111. Le Brésil, la Fédération de Russie et la Jordanie ont souscrit à la proposition de l'Égypte consistant à ajouter « conformément à la législation et aux normes nationales » à la fin du paragraphe. En outre, l'Égypte et l'Union européenne ont proposé de remplacer les mots « de participer à » par « d'être consultés au sujet de ». La Jordanie a réaffirmé ses réserves à l'article 5, en particulier celles concernant le paragraphe 1.

112. Le Guatemala a indiqué qu'il réservait sa position sur le droit aux ressources naturelles et ne pouvait pas accepter le libellé actuel du paragraphe 1, car il était contraire à sa Constitution et à sa législation nationale.

113. La Suisse a fait valoir que le libellé du paragraphe 1 de l'article 5 serait plus pertinent s'il faisait écho à celui de l'article 15 de la Convention sur la diversité biologique. De même, elle a estimé que la seconde partie du paragraphe 1 gagnerait à utiliser la même formulation que l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 9 du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

114. Plusieurs sections de La Via Campesina ont souligné que le droit aux ressources naturelles était essentiel pour assurer la subsistance des paysans, qu'il était souvent reconnu en pratique et qu'il devait être expressément reconnu dans la déclaration.

115. L'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants a proposé de remplacer l'expression « présentes dans les communautés » par la formule « qui se trouvent où leur communauté est établie et ».

Paragraphe 3

116. La Suisse et le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights ont proposé d'ajouter les expressions « conséquences économiques » et « indicateurs de l'égalité des sexes » à l'alinéa a) du paragraphe 3.

117. La Fédération de Russie a estimé que la formulation et la terminologie du paragraphe 3 donnait à entendre à tort que l'instrument était juridiquement contraignant, et a demandé que le libellé soit modifié en conséquence.

118. L'Égypte a proposé de supprimer la référence au consentement libre, préalable et éclairé mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 3. Le Mexique a dit que la formulation concernant les consultations pouvait être alignée sur celle d'autres instruments afin de garantir leur mise en œuvre.

119. La Suisse a proposé d'utiliser, à l'alinéa c) du paragraphe 3, un libellé issu soit du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, soit de la Convention sur la diversité biologique et de son Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

120. L'Équateur a noté que le libellé du paragraphe 3 provenait d'instruments déjà adoptés et a souligné la nécessité de se conformer aux formulations existantes tout en allant plus loin dans la protection des droits des paysans.

121. L'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants a appelé l'attention sur le fait que l'exploitation ne devrait pas conduire à l'exclusion des communautés et que le consentement préalable pourrait être nécessaire.

2. Article 6

122. Aucune déclaration n'a été faite.

3. Article 7

123. Au paragraphe 2, l'Union européenne a proposé d'insérer l'expression « et telles que définies par la législation internationale » après « accords internationaux ».

124. Le Mexique a fait valoir que le manque de précision du paragraphe 2 ne permettait pas d'établir des politiques migratoires différentes en fonction des personnes. La Suisse a exprimé des doutes sur la portée du paragraphe 2 et a demandé l'avis d'autres États.

125. Le Chili a indiqué qu'il n'avait pas de problème avec le libellé relatif à la liberté de circulation des personnes proposé dans le paragraphe 2, mais que la libre circulation des plantes et des animaux ne pouvait pas être garantie en raison de la nécessité de les protéger.

126. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer la référence expresse aux peuples autochtones dans le paragraphe 3. Le Guatemala était d'avis que le projet ne pouvait pas faire mention des problèmes fonciers transfrontières. La Suisse a précisé que le paragraphe 3 devrait être conforme aux Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers de la FAO.

127. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) se sont dites vivement préoccupées par l'intention de modifier ou de supprimer le paragraphe 2 et ont appelé l'attention sur le fait que les artisans pêcheurs, par exemple, pouvaient être arrêtés par les autorités d'un autre pays, être entraînés par les courants et dériver dans la mauvaise direction.

4. Article 8

128. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer les mots « individuellement et collectivement » au paragraphe 2 et le membre de phrase « agissant individuellement ou en association avec d'autres » au paragraphe 3. M^{me} Claey's a proposé, dans un esprit constructif, de reprendre la formulation de l'observation générale n° 21 (2009) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels relative au droit de chacun de participer à la vie culturelle dans laquelle il était affirmé que les droits pouvaient être exercés « individuellement, en association avec d'autres, ou au sein d'une communauté ou d'un groupe ».

129. L'Association des paysannes coréennes a proposé de supprimer les mots « pacifique » au paragraphe 1 et « pacifiques » au paragraphe 2.

130. Le Conseil international des traités indiens a indiqué qu'au vu des consultations menées auprès de nombreuses organisations autochtones il pouvait accepter de supprimer les références aux peuples autochtones mais pas celles aux droits collectifs. La Via Campesina (Europe) a souligné l'importance des droits collectifs pour les actions syndicales visant à défendre les droits des paysans.

C. Articles 9 à 12

1. Article 9

131. L'Égypte, appuyée par la Fédération de Russie, a proposé d'aligner l'article 9 sur le paragraphe 2 de l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. M. Golay a précisé que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ne mentionnait pas la conformité avec la législation nationale et il a proposé d'utiliser le libellé du paragraphe 3 de son article 46.

132. L'OIT a proposé, avec le soutien de l'Équateur et de l'UITA, d'ajouter le droit à la négociation collective dans le paragraphe 1.

133. Le Guatemala a proposé de supprimer les mots « leur » et « leurs » dans l'expression « à leur développement et au déroulement de leurs activités légitimes » dans le paragraphe 2 et d'harmoniser ce dernier avec le paragraphe 1 de l'article 5 de la Convention de 1975 sur les organisations de travailleurs ruraux (n° 141) de l'OIT.

134. L'OIT a proposé de supprimer les mots « coopératives et les autres » de la première phrase du paragraphe 2 et d'insérer le membre de phrase « notamment les syndicats, les coopératives et les autres organisations de l'économie sociale et solidaire » après l'expression « d'autres personnes travaillant dans les zones rurales ».

135. L'UITA a proposé de faire mention, dans le paragraphe 2, d'un encouragement actif, comme dans la Convention de 1975 sur les organisations de travailleurs ruraux (n° 141) de l'OIT. L'Équateur a indiqué que le soutien envisagé devait contribuer à corriger le déséquilibre dans les négociations entre les paysans et leurs interlocuteurs.

136. La Via Campesina (Corée) a appuyé le paragraphe 1 de l'article 9.

2. Article 10

137. L'Union européenne a proposé de supprimer du titre les mots « droit à la » et de conserver uniquement le mot « Participation ». Dès lors, l'expression « ont le droit de participer » devrait être remplacée dans tout le texte par « devraient participer ».

138. L'Égypte a proposé d'ajouter dans le paragraphe 3 le membre de phrase « conformément à la législation et aux normes nationales ».

139. Le Guatemala a estimé que le terme « participation » ne devrait pas être qualifié et a proposé de supprimer les mots « significative et éclairée » dans le paragraphe 1. Au paragraphe 3, il faudrait également supprimer les mots « leurs terres et leurs moyens de subsistance ».

3. Article 11

140. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer les mots « droit à » du titre. La Suisse n'a pas émis d'objection quant à l'emploi du mot « droit » dans l'article 11, tandis que l'Équateur a estimé que l'article perdrait tout son sens si le mot « droit » était supprimé.

141. En ce qui concernait le paragraphe 2, le Guatemala a demandé comment les États pourraient garantir une participation effective. Il a fait observer que les États devraient plutôt uniquement créer les conditions propices à la participation. Le paragraphe ne devrait mentionner ni les terres ni les moyens de subsistance.

142. En ce qui concernait le paragraphe 3, le Mexique a fait valoir que les États devaient garantir des normes de certification applicables à tous sans distinction.

143. Plusieurs organisations non gouvernementales se sont montrées favorables à l'inscription du droit à l'information dans le projet de déclaration. Une autre organisation de la société civile a proposé d'inscrire le droit aux technologies et aux systèmes d'information numériques appropriés, ainsi que le droit d'être informé des prévisions météorologiques et de catastrophes naturelles.

4. Article 12

144. L'Union européenne a proposé de recentrer le paragraphe 1 sur l'accès à des procédures équitables de règlement des différends. L'Égypte a proposé de remplacer l'expression « normes relatives aux droits de l'homme » par « obligations pertinentes découlant du droit international des droits de l'homme ».

145. Le Guatemala s'est opposé à la mention des droits individuels et collectifs dans le paragraphe 1 et a contesté l'existence de systèmes juridiques propres aux paysans. Il a demandé qu'il soit fait mention de la législation nationale en sus des normes internationales.

146. Le Guatemala a indiqué préférer le précédent libellé du paragraphe 2.

147. Dans le paragraphe 3, La Via Campesina (Inde) a proposé de remplacer le membre de phrase « Les États envisageront des mesures supplémentaires » par « Les États prendront des mesures appropriées ».

148. En ce qui concernait le paragraphe 4, l'Union européenne a proposé de mentionner des institutions nationales efficaces, indépendantes et pluralistes. El Salvador a fait valoir que le projet de déclaration devrait indiquer les mesures que les États devraient prendre pour renforcer les institutions nationales des droits de l'homme, et pourrait mentionner les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

149. L'Union européenne a proposé de supprimer l'expression « et contre l'assimilation ou l'intégration de force » dans le paragraphe 5. Le Guatemala a indiqué que le libellé du paragraphe 5 préjugait de l'issue du règlement des différends en matière foncière et que, de ce fait, il portait atteinte à l'impartialité du système judiciaire.

150. Le Comité français pour la solidarité internationale et le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights ont proposé d'ajouter un paragraphe portant sur l'interdiction des déplacements involontaires autorisés au nom du développement.

151. Plusieurs représentants d'organisations de la société civile ont mis en exergue le besoin d'une aide juridictionnelle gratuite et ont proposé diverses formulations à cet effet.

D. Articles 13 à 16

1. Article 13

152. L'Union européenne a proposé de reformuler le titre de l'article pour refléter le libellé de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'OIT a recommandé que le titre mentionne le « travail décent » et a proposé un nouveau paragraphe portant sur le travail des enfants avec une formulation particulière.

153. Le Centro de Estudios Legales y Sociales a proposé, pour des raisons de cohérence, d'ajouter les mots « travailleurs migrants et saisonniers » dans le paragraphe 1.

154. Quoique connaissant l'origine de la formulation du paragraphe 2 qui traitait de la manière dont les États devaient agir pour résoudre le problème, le Guatemala a fait part de ses préoccupations quant à son libellé actuel.

155. L'Égypte a proposé de diviser le paragraphe 2 en deux parties. La deuxième partie commençant par « Les États confrontés à des niveaux élevés de pauvreté rurale » ferait état de l'importance de la coopération internationale.

156. L'Union européenne a proposé d'insérer « , selon qu'il conviendra, » après « les antennes de l'inspection du travail » dans le paragraphe 3.

157. L'OIT a proposé d'ajouter au paragraphe 4 un libellé sur le travail forcé qui soit conforme aux normes internationales. Elle a proposé plus précisément d'ajouter à la fin de la première phrase la formule « ne sera victime de la traite des êtres humains, ou ne sera soumise à une quelconque forme d'esclavage contemporain ». Dans la deuxième phrase, il serait plus approprié de mentionner « toutes les formes d'esclavage contemporain » plutôt que « l'exploitation économique ».

158. S'agissant de l'ajout d'un paragraphe sur le travail des enfants, M. Golay a proposé d'ajouter une référence aux conventions de l'OIT dans le préambule ainsi qu'un libellé spécifique dans le corps de la déclaration. En ce qui concernait l'ajout des mots « coopération internationale » au paragraphe 2, il a indiqué que d'autres alinéas du projet de déclaration abordait cette question de manière générale.

2. Article 14

159. L'Union européenne a proposé d'ajouter l'expression « tels qu'ils sont définis par la législation nationale » pour qualifier les travailleurs migrants dans le paragraphe 1. L'Équateur a fait observer que la référence à la législation nationale pourrait être interprétée comme une atteinte au droit à la sécurité et à la santé au travail des personnes travaillant illégalement dans un territoire donné. M. Golay a indiqué qu'une solution pourrait consister à ajouter des formules semblables à celles du paragraphe 2 de l'article 46 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones relatif aux restrictions apportées à l'exercice des droits.

160. L'OIT a recommandé que le paragraphe 1 précise davantage les mesures visant à prévenir, limiter et maîtriser les dangers et les risques.

161. Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a proposé d'insérer l'adjectif « sexuel » après le mot « harcèlement » dans le paragraphe 1 et d'ajouter un libellé précisant que le fait de se soustraire à un risque ne devrait en aucun cas être retenu contre les travailleurs. Il a proposé de mentionner la fourniture de structures d'accueil pour enfants sur le lieu de travail et l'accès à des moyens de transport sûrs et d'un coût abordable pour se rendre au travail.

162. L'OIT a recommandé que la dernière partie de la phrase du paragraphe 2 commençant par « produits agrochimiques » soit remplacée par « substances dangereuses ou des produits chimiques toxiques ». Elle a également recommandé que le paragraphe 3 commence par une énumération des instruments pertinents de l'OIT et comprenne des précisions sur les mesures appropriées.

163. L'Inde a proposé d'insérer dans le paragraphe 3 l'adjectif « compétente » après le mot « autorité » pour tenir compte des différences institutionnelles entre les pays.

164. En ce qui concernait le paragraphe 4, l'OIT a proposé d'ajouter des alinéas portant sur un système d'établissement de rapports et sur l'éducation à la santé et à la sécurité au travail. Elle a également proposé d'insérer les mots « la distribution » et « et l'utilisation » avant « des produits chimiques » à l'alinéa a), de supprimer les mots « en toute sécurité » et d'ajouter les mots « le suivi » avant « la collecte » à l'alinéa c), et de remplacer « éviter » par « prévenir » au même alinéa. En outre, elle a proposé d'ajouter deux alinéas supplémentaires relatifs aux systèmes à mettre en place et aux devoirs des employeurs. L'Argentine a déclaré préférer la formulation dont les parties prenantes étaient déjà convenues.

165. La Via Campesina (Europe) a proposé d'ajouter un alinéa au paragraphe 4 relatif à la protection contre les produits chimiques et les technologies susceptibles de présenter un danger pour la sécurité et la santé des travailleurs.

3. Article 15

166. L'Union européenne a proposé de modifier le titre comme suit : « Droit à une alimentation adéquate » et de supprimer les mots « et à la souveraineté alimentaire », étant donné que le droit à la souveraineté alimentaire n'existait pas. Elle a donc demandé que le paragraphe 2 soit supprimé et que les mots « la souveraineté alimentaire » soient remplacés par la formule « une alimentation adéquate » dans le paragraphe 3. D'autres délégations (Chili, Égypte, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Paraguay et Suisse) ont exprimé des préoccupations similaires. L'Égypte a proposé l'emploi de l'expression « suffisance alimentaire ». L'Inde a proposé d'utiliser l'expression « droit à l'alimentation et droit d'être à l'abri de la faim ». D'autres délégations ont proposé l'expression « sécurité alimentaire ». Le Brésil a demandé s'il était possible d'harmoniser l'expression « souveraineté alimentaire » avec d'autres termes. L'Uruguay a demandé pourquoi l'expression « souveraineté alimentaire » avait été retenue étant donné que le concept de « sécurité alimentaire » existait déjà et avait déjà été accepté par les gouvernements. L'Argentine a déclaré préférer la formulation dont les parties prenantes étaient convenues antérieurement.

167. La Suisse a proposé de remplacer les mots « souveraineté alimentaire » par des formules issues du troisième objectif de développement durable sur les modes de consommation et de production durables.

168. La Nouvelle-Zélande a indiqué qu'elle envisageait de s'abstenir de voter ou de voter contre le projet de déclaration lorsque l'Assemblée générale en serait saisie.

169. L'Équateur a fait observer que les délégations étaient favorables à la plupart des articles et que c'était la référence à la souveraineté alimentaire qui causait le plus de problèmes. La souveraineté alimentaire allait au-delà de la sécurité alimentaire et incluait les droits culturels et ancestraux d'utiliser des produits alimentaires.

170. L'Afrique du Sud et la Bolivie (État plurinational de) ont noté qu'il était possible de concilier sécurité alimentaire, droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire dans la déclaration. L'État plurinational de Bolivie a souligné que le concept de souveraineté alimentaire avait déjà été inscrit dans plusieurs constitutions et documents destinés aux organes délibérants régionaux.

171. La République dominicaine et le Venezuela (République bolivarienne du) étaient favorables au libellé actuel des articles et ont fait valoir qu'il n'était pas pertinent de remplacer le concept de souveraineté alimentaire par celui de sécurité alimentaire.

172. Plusieurs ONG ont précisé le concept de souveraineté alimentaire et toutes les organisations de la société civile qui sont intervenues se sont dites favorables à son inscription dans le projet de déclaration car il s'agissait d'un élément essentiel pour les

droits et la survie des paysans. Centre Europe-Tiers Monde a ajouté que rien n'empêchait le Groupe de travail de rédiger un paragraphe plus explicite ou d'ajouter une note pour préciser son interprétation de la souveraineté alimentaire.

173. L'Union européenne, soutenue par la Suisse, a demandé que soient supprimés les mots « culturellement acceptable » dans le paragraphe 4. Elle a également demandé que soient supprimés les mots « du droit d'avoir » devant l'expression « accès en termes physiques et économiques » dans la première phrase de ce paragraphe. Une organisation de la société civile a rappelé que, dans son observation générale n° 12 (1999) sur le droit à une alimentation suffisante, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels avait reconnu que l'alimentation devait être culturellement acceptable.

4. Article 16

174. L'Union européenne a fait part de sa vive préoccupation concernant la liste des droits qui n'avaient été ni reconnus ni définis. La Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont proposé d'insérer les mots « à l'accès » avant les mots « aux moyens de production ».

175. L'État plurinational de Bolivie a indiqué qu'il souhaitait conserver la référence au « droit » à des revenus et des moyens de subsistance décents et mentionner le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, selon lequel les moyens de production faisaient partie intégrante de ce droit.

176. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer les mots « individuellement et collectivement » dans le paragraphe 1. L'État plurinational de Bolivie et la République bolivarienne du Venezuela ont dit qu'ils souhaitaient conserver la mention des droits collectifs, qui reflétait la manière dont ces droits étaient exercés. L'Équateur a expliqué que cette formulation témoignait du fait que les paysans avaient toujours été organisés et qu'ils continueraient à l'être.

177. M^{me} Suarez Franco a proposé de remplacer les mots « individuellement et collectivement » par la formule « seul et en association ou en commun avec d'autres ».

178. Le Chili, le Guatemala, le Japon et l'Union européenne ont proposé de supprimer la phrase sur la fixation des prix dans le paragraphe 3, car une telle pratique irait à l'encontre des principes de l'économie de marché. L'État plurinational de Bolivie a expliqué que la disposition sur la fixation des prix visait à remédier à la spéculation et à limiter la volatilité des prix. L'Équateur a indiqué que les subventions faussaient les prix du marché. La République dominicaine a insisté sur le fait que les producteurs devaient pouvoir participer à la fixation des prix, ce qui pouvait contribuer à leur garantir un revenu décent.

179. Plusieurs organisations de la société civile se sont montrées favorables à cet article. L'OIT a proposé de faire mention, au paragraphe 4, de politiques de l'emploi favorisant les emplois non agricoles décents dans l'économie rurale. Tout en sachant que l'article proposé visait les petits exploitants agricoles, l'OIT, soutenue par la République bolivarienne du Venezuela et l'IUTA, a proposé un ajout portant sur les salaires décents.

180. Le Guatemala a demandé des précisions sur les « dysfonctionnements du marché » évoqués dans le paragraphe 5 et sur leur lien avec les catastrophes naturelles. La République bolivarienne du Venezuela a indiqué que l'imprévisibilité des marchés rendait le paragraphe 5 nécessaire.

181. La Via Campesina (Afrique du Sud) a proposé d'ajouter la formule « en créant des fonds d'indemnisation pour le secteur agricole » à la fin du paragraphe 5.

182. La République bolivarienne du Venezuela a exprimé le souhait de conserver l'article tel qu'il était libellé dans le document. Plusieurs sections de La Via Campesina ont défendu le droit dont il était question dans cet article, droit qui était nécessaire pour protéger leurs systèmes alimentaires durables.

E. Articles 17 à 19

1. Article 17

183. L'Union européenne a indiqué qu'il n'existait pas de droit à la terre et que l'intitulé et le contenu de l'article devaient donc se lire « accès à la terre » ; cette position a reçu l'appui de la Fédération de Russie. Cuba a demandé que la réforme agraire soit évoquée dans le titre de l'article.

184. L'Union européenne a réaffirmé que le membre de phrase « individuellement et collectivement » devait être supprimé et elle a proposé de remplacer « ont » par « devraient avoir » à la première ligne du paragraphe 1.

185. La République de Corée a exprimé des réserves concernant le droit à la terre et abondé dans le sens de l'Union européenne. Le Guatemala et la Jordanie ont également exprimé des réserves concernant l'ensemble de l'article.

186. Le Guatemala et la Nouvelle-Zélande ont accueilli avec préoccupation l'idée d'étendre le droit à la terre, qui était jusque-là uniquement dévolu aux peuples autochtones.

187. L'État plurinational de Bolivie, appuyé par El Salvador et le Venezuela (République bolivarienne du), a défendu le maintien de la notion de « droit à la terre » dans le titre et au paragraphe 2 de l'article.

188. La Via Campesina (Palestine) a proposé d'insérer « et de moyens de production » après « d'habitations ».

189. Plusieurs sections de La Via Campesina ont estimé que l'« indemnisation » dont il était question au paragraphe 5 devrait porter sur des terres et des ressources naturelles de valeur agronomique équivalente, être suffisante pour permettre la reprise d'une activité agricole et être accordée aux paysans dont le retour n'était pas possible.

190. S'agissant du paragraphe 6, la République de Corée a fait les propositions suivantes : dans la première phrase, remplacer « procéderont à des réformes agraires redistributives » par « adopteront des législations internes » ; dans la deuxième phrase, remplacer « Les réformes redistributives devront » par « Les États devraient » (deuxième modification sans objet en français) ; enfin, dans la dernière phrase, remplacer « Dans l'affectation des » par « S'agissant de l'accès aux... ». Dans le même paragraphe, l'Union européenne a proposé de remplacer « procéderont » par « pourront décider, lorsque cela sera approprié, de procéder ».

191. La Fédération de Russie a jugé cet article problématique en ce qu'un certain nombre des dispositions qu'il renfermait, en particulier le paragraphe 6, contrevenaient à sa législation. Elle a demandé qu'au paragraphe 6, « procéderont » soit remplacé par « décident de procéder, lorsque cela est approprié ».

192. L'Équateur a appuyé la proposition du Conseil international des traités indiens visant à ajouter un article similaire à l'article 45 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

193. Plusieurs organisations de la société civile ont insisté sur l'importance du droit à la terre et de l'adoption de réformes agraires redistributives, eu égard, en particulier, à l'obligation de donner effet à ce droit qui incombait aux États.

2. Article 18

Paragraphe 1

194. L'Union européenne a fait savoir qu'elle n'était pas en mesure d'appuyer un article traitant du droit à l'environnement et a proposé de parler de l'accès à un environnement sûr, propre et sain.

195. La Suisse a indiqué que beaucoup de pays ne reconnaissaient pas le droit à l'environnement et estimé qu'il était difficile d'affirmer ce droit pour les paysans. Elle a proposé de transposer la formulation employée à l'alinéa a) du paragraphe 6 de la résolution 34/20 du Conseil des droits de l'homme.

196. L'Afrique du Sud a indiqué que l'objectif de cet exercice était de définir des normes au niveau international. La Bolivie (État plurinational de) et le Venezuela (République bolivarienne du) ont appuyé l'article 18 dans sa formulation présente.

197. Le Forum mondial des populations de pêcheurs a indiqué qu'il serait inapproprié de remplacer « droit » par « accès » à propos d'un droit reconnu par beaucoup d'États.

Paragraphe 2

198. L'Union européenne, appuyée par le Guatemala, a proposé d'insérer « de contribuer » avant « à la préservation et à la protection de leur environnement ».

199. Le Guatemala s'est interrogé sur l'existence des « terres ou territoires » des paysans mentionnée dans le paragraphe. M. Golay a estimé que le remplacement des mots « de leurs terres ou territoires et ressources » par « des terres, territoires et ressources qu'ils utilisent, exploitent et contrôlent » permettrait de préciser de quelles ressources il s'agit.

Paragraphe 4

200. L'Union européenne a proposé de remplacer « prendront des mesures efficaces » par « se conformeront à leurs obligations internationales ». L'Équateur a relevé que les États pouvaient prendre des mesures efficaces tout en se conformant à leurs obligations internationales.

201. L'Union européenne a proposé de remplacer les mots « aucune matière » par « aucun déchet » et de supprimer la notion de consentement préalable, libre et éclairé. L'Équateur a estimé que la notion de consentement préalable, libre et éclairé devait faire l'objet d'un examen et qu'il était utile de réfléchir à la façon de parvenir à un libellé de compromis.

202. Le Guatemala n'était pas favorable à l'idée d'étendre les droits des peuples autochtones aux paysans, telle que proposée au paragraphe 4.

203. L'Équateur a estimé que la référence aux terres et territoires au paragraphe 4 était pertinente, car la pollution par des déchets toxiques pouvait porter préjudice aux terres et aux ressources de toutes les communautés et pas uniquement à celles des peuples autochtones.

204. Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a proposé de mentionner, à l'article 18, un environnement exempt de toutes formes de violence et de discrimination et un accès à une énergie propre et renouvelable pour les moyens de subsistance et les besoins domestiques.

205. La Via Campesina (Palestine) a proposé de mentionner les armes et munitions qui portaient préjudice à la biodiversité, l'utilisation sûre et productive des terres et la responsabilité de restaurer qui incombait au pollueur.

3. Article 19

206. L'Uruguay a souligné que cet article devait être examiné sous l'angle des obligations et engagements internationaux des États en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Guatemala a fait savoir aux participants que des consultations étaient en cours pour déterminer le degré de compatibilité de l'article 19 avec son droit interne et les instruments internationaux qu'il avait ratifiés, et il a par conséquent émis une réserve sur l'ensemble de l'article.

207. Le Brésil a demandé comment était assurée la compatibilité de l'article 19 avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. La Suisse a proposé de remplacer l'article 19 dans son ensemble par l'article 9 du Traité, lequel renfermait les principaux éléments du projet de déclaration.

208. L'Union européenne, appuyée par le Japon et la République de Corée, a indiqué qu'elle n'était pas en mesure d'accepter la mention d'un droit aux semences, car une telle mention était contraire aux conventions internationales. Il faudrait plutôt parler d'un accès aux semences. Le terme « accès » devrait également être employé aux paragraphes 1 et 3.

209. L'État plurinational de Bolivie a indiqué que le droit aux semences avait été reconnu dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et que l'article 19 du projet de déclaration tendait à rééquilibrer les droits face aux semenciers internationaux qui gardaient la haute main sur les paysans.

Paragraphe 1

210. L'Union européenne a proposé de supprimer l'alinéa a), expliquant que le droit qui y était énoncé ne devait pas figurer dans la déclaration. L'Équateur a affirmé qu'il serait malvenu de supprimer l'alinéa a), car les savoirs traditionnels devaient être préservés ; dans le cas contraire, notamment, le dépôt de brevets sur des formules aurait un effet délétère sur la capacité des communautés locales d'utiliser les savoirs traditionnels. L'Équateur a ajouté que les instruments élaborés par la FAO ne limitaient pas le régime de la propriété intellectuelle.

211. Le Chili, appuyé par la République de Corée, a proposé d'insérer au paragraphe 1 le membre de phrase « sous réserve de la législation nationale », comme dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Le Chili a demandé si la liste des semences visées par le projet de déclaration pouvait être étendue au-delà des cultures énumérées dans l'annexe au Traité.

212. La Via Campesina (Europe) a proposé de remplacer « des semences de ferme » par « leurs semences » à l'alinéa d) du paragraphe 1.

Paragraphes 2 à 8

213. L'Union européenne a proposé de remplacer « ont le droit » par « devraient avoir la possibilité » au paragraphe 2. La République bolivarienne du Venezuela a indiqué que le mot « droit » devait être conservé dans tout l'article. Elle a proposé d'ajouter « leurs pratiques et savoirs ancestraux » à ce même paragraphe.

214. Le Chili a demandé si les semences visées par le projet de déclaration étaient celles qui se transmettaient de génération en génération et si le texte excluait les semences appartenant à des tiers.

215. L'Union européenne a proposé de supprimer le paragraphe 3. Le Chili a demandé des précisions sur la nature des mesures prévues par ce paragraphe.

216. Le Chili a demandé des précisions sur la signification de l'expression « systèmes de semences » au paragraphe 6.

217. L'Union européenne, appuyée par le Japon, a proposé de remplacer « soit orientée en fonction des » par « prenne dûment en compte les » au paragraphe 7.

218. L'Union européenne a proposé de supprimer le membre de phrase « en particulier le droit aux semences » au paragraphe 8.

219. Le Chili a estimé que les questions relatives à la propriété intellectuelle et au commerce devaient être examinées, car il fallait créer des synergies entre les différents documents.

220. Le Centre Europe-Tiers Monde a proposé d'inclure un libellé imposant aux États de promouvoir et d'appuyer les banques de semences paysannes ainsi que la conservation et la mise au point de semences sur le terrain, et de prendre des mesures pour réglementer l'activité des acteurs non étatiques tels que les sociétés agroalimentaires transnationales.

221. D'autres organisations de la société civile ont insisté sur la nécessité de conserver l'article 19 et, en particulier, le mot « droit ». Elles ont souligné qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre l'article 19 et les autres accords internationaux.

F. Articles 20 à 23

1. Article 20

222. L'Union européenne a proposé de supprimer les mots « droit à la » dans le titre de l'article. L'Équateur, appuyé par la République bolivarienne du Venezuela, a estimé que toute tentative visant à supprimer le mot « droit » devait être examinée et que, sur le principe, il était opposé à cette suppression. M. Goïta a ajouté que les législations nationales et régionales reconnaissent le droit des communautés locales à la diversité biologique et qu'il n'existait aucune dichotomie entre la reconnaissance de ce droit dans le projet de déclaration et le droit international de l'environnement.

223. Le Guatemala a fait savoir aux participants que des consultations étaient en cours concernant la compatibilité de l'article 20 avec sa législation nationale et qu'il exprimait par conséquent des réserves sur l'ensemble de cet article.

224. La Suisse a fait observer que la reprise de certains éléments des articles 20 et 26 du projet de déclaration et de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 9 du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture devait être à la base de l'examen de cet article.

225. Les organisations de la société civile ont appuyé l'article. Une organisation a estimé que l'article 20 devait englober la protection des races animales.

Paragraphe 1

226. L'Union européenne et le Guatemala ont proposé de supprimer le membre de phrase « individuellement ou collectivement », ce à quoi la République bolivarienne du Venezuela s'est opposée, estimant que les droits collectifs s'inscrivaient dans le prolongement du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

227. La Suisse, appuyée par l'Équateur, a proposé d'insérer les mots « à la foresterie ». Le Forum mondial des populations de pêcheurs a proposé de supprimer le mot « agricole » dans la dernière phrase du paragraphe 1, de façon que le droit à la diversité biologique puisse être compris comme englobant, par exemple, les forêts et les ressources halieutiques.

228. L'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants a proposé d'insérer à l'article 20 une référence spécifique aux droits des éleveurs.

229. Répondant à plusieurs questions, M. Esquinas a expliqué que les « savoirs connexes » comprendraient les savoirs concernant la façon d'utiliser les plantes.

230. Plusieurs ONG ont souligné la relation entre les droits des paysans et la diversité biologique, notamment en citant une déclaration prononcée en mars 2017 par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et de l'environnement concernant les nombreux effets néfastes de l'appauvrissement de la biodiversité.

Paragraphes 3 et 4

231. L'Union européenne, appuyée par la Suisse, a proposé de supprimer le paragraphe 3. Tout en rejetant cette proposition, l'Équateur s'est dit prêt à rechercher un libellé qui soit acceptable par tous.

232. Une organisation de la société civile a proposé de faire mention des instruments relatifs aux droits de l'homme au paragraphe 3 et de remplacer « réduiront » par « éviteront » au paragraphe 4.

2. Article 21

233. La Suisse a proposé de calquer le titre de cet article sur le libellé de la résolution 33/10 du Conseil des droits de l'homme.

234. L'Afrique du Sud, la Bolivie (État plurinational de), le Panama et le Venezuela (République bolivarienne du), ainsi que les représentants de nombreuses sections de La Via Campesina, ont souligné l'importance du droit à l'eau pour le droit à la vie et appuyé l'article 21 dans sa version actuelle.

235. Le Guatemala a craint que le libellé de l'article, qui protégeait les droits d'un groupe particulier, ne risque de conduire à la violation des droits d'autres groupes. Il a fait savoir aux participants que, compte tenu des consultations en cours à l'échelle nationale, il émettait une réserve concernant l'ensemble de cet article.

236. La Suisse a appelé l'attention sur le fait que la traduction en français du paragraphe 1 n'était pas conforme au texte original en anglais (lequel reprenait le texte de la résolution 64/292 de l'Assemblée générale).

237. L'Afrique du Sud a proposé d'ajouter une référence à la dignité au paragraphe 1.

238. La Colombie a proposé que le paragraphe 1 évoque les autres dimensions du droit à l'eau, telles que la disponibilité, la qualité et l'accès ininterrompu. La Via Campesina (Europe) a appuyé cette proposition.

239. L'UITA et l'OIT ont souligné qu'il importait d'ajouter dans le paragraphe 2 le membre de phrase « accès à une eau potable gratuite sur le lieu de travail ».

240. La Suisse a proposé d'ajouter, à la fin du paragraphe 3, le libellé du paragraphe 109 de l'annexe à la résolution 66/288 de l'Assemblée générale, intitulée « L'avenir que nous voulons ».

241. S'agissant du paragraphe 3, l'Union européenne a fait les propositions suivantes : insérer « et feront des efforts » après « prendront des mesures », insérer « personnes appartenant aux » avant « groupes défavorisés ou marginalisés » et ajouter « tels que définis par la législation nationale » après « migrants sans considération de leur statut juridique ».

242. La Suisse a proposé de calquer le paragraphe 4 sur le libellé de la cible 6.6 des Objectifs de développement durable.

243. La Via Campesina a défendu l'article en appelant l'attention sur la façon dont les différents aspects du droit à l'eau se répercutaient sur la participation des paysans à l'agriculture.

3. Article 22

244. L'Union européenne a proposé de supprimer « sans considération de leur statut juridique » au paragraphe 2, proposition que la Suisse a appuyée. L'OIT a proposé d'insérer « avec les ressortissants » après « traitement » dans le droit fil de la Convention de 1962 sur l'égalité de traitement (sécurité sociale) (n° 118) de l'OIT.

245. Le Panama a proposé de supprimer le paragraphe 2, dont le texte figurait également au paragraphe 3 du même article, et déclaré que l'emploi des mots « sans considération » compliquait les choses. M. Golay a indiqué que la suppression de « sans considération de leur statut » à l'article 22 serait contraire aux Conventions de l'OIT.

246. La Farmworkers Association of Florida et le Centre Europe-Tiers Monde ont souligné que les travailleurs migrants en situation irrégulière ne devaient pas être écartés du droit à la sécurité sociale et que le paragraphe 2 devait être conservé en l'état.

247. S'agissant du paragraphe 3, l'OIT a proposé de remplacer « maintenir » par « renforcer ». Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a estimé que le régime de sécurité sociale devrait inclure les actes de violence et la perte des moyens de subsistance à titre de circonstances exceptionnelles, ainsi que la garde des enfants et les programmes d'aide à la maternité, et prévoir la transférabilité des droits.

248. L'OIT et le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights ont proposé d'ajouter au paragraphe 4 un libellé sur l'applicabilité des systèmes et procédures.

4. Article 23

249. L'Union européenne a demandé que le titre de l'article soit aligné sur le libellé adopté, à savoir : « Droit de chacun de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ». La Via Campesina (Afrique) a proposé que le titre de l'article fasse référence au « droit à un état de santé satisfaisant ».

250. L'OIT a recommandé que le paragraphe 3 mentionne des conditions de travail décentes pour le personnel de santé.

G. Articles 24 à 27 et préambule

1. Article 24

251. Le Guatemala a indiqué que des consultations étaient en cours pour déterminer la compatibilité de l'article 24 avec son droit national.

252. La Bolivie (État plurinational de) et le Venezuela (République bolivarienne du) ont appuyé le contenu de l'article. L'Afrique du Sud a proposé d'aligner la première phrase du paragraphe 1 sur le libellé accepté et d'ajouter « et à la non-discrimination dans ce contexte ».

253. Plusieurs ONG ont pris la parole pour souligner l'importance du droit à un logement convenable. Une organisation de la société civile a proposé d'ajouter des paragraphes consacrés à la question des catastrophes naturelles et du logement convenable pour les migrants et les travailleurs ruraux saisonniers.

2. Article 25

254. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer la deuxième phrase du paragraphe 1, car elle pouvait laisser entendre que certains éléments non compatibles avec les droits de l'homme pouvaient être autorisés.

255. La Suisse a proposé d'ajouter « et ils pourront être élaborés de manière à contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable 4 » après « zones rurales », à la fin du paragraphe 1. L'Équateur a jugé cette proposition pertinente.

256. L'OIT a proposé d'ajouter « défendront et promouvoir le caractère universel des droits de l'homme et » à la dernière phrase du paragraphe 1, après « programmes ».

257. L'OIT, appuyée par l'Équateur, l'Uruguay et La Via Campesina (Europe), a recommandé l'insertion d'un élément supplémentaire concernant le travail des enfants au paragraphe 3.

258. Selon l'État plurinational de Bolivie, les systèmes d'enseignement non traditionnels ne devaient pas être laissés de côté et l'article devait être conservé en l'état afin de protéger les intérêts des personnes vivant dans les zones rurales. L'Équateur a insisté sur l'importance de l'éducation et de la formation pour les paysans, notamment dans leur langue.

3. Article 26

259. L'Argentine, le Chili et le Guatemala ont fait savoir que les discussions concernant l'article 26 ne devaient pas préjuger des négociations sur les savoirs traditionnels en cours dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

260. L'Union européenne a demandé que soient supprimés les mots « individuellement ou collectivement » au paragraphe 2. La Suisse a noté que le paragraphe 1 reprenait des points abordés au paragraphe 2 de l'article 19 et au paragraphe 2 de l'article 20.

261. L'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du) ont défendu l'article et affirmé que des groupes autres que les peuples autochtones avaient des cultures distinctes, ajoutant qu'une culture était essentiellement de nature collective.

262. Plusieurs organisations de la société civile ont appuyé l'article. La définition des savoirs traditionnels des communautés autochtones et locales actuellement en discussion dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a été évoquée.

4. Article 27

263. L'Union européenne a déclaré qu'elle souhaitait éviter d'extrapoler les droits énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et proposé de supprimer la dernière phrase du paragraphe 1. Le Guatemala a appuyé cette observation et demandé des précisions concernant la signification des « voies et moyens ».

264. L'Équateur a dit que le libellé concernant la participation des paysans devait être maintenu.

265. Les représentants de plusieurs organisations de la société civile ont souligné l'importance de la participation et de la coopération internationale dans la mise en œuvre des droits inscrits dans la déclaration.

266. La Via Campesina (Indonésie) a proposé d'ajouter un paragraphe concernant la surveillance et l'établissement de rapports et souligné que les savoirs traditionnels devaient être reconnus en tant que droit de l'homme.

5. Préambule

267. L'Union européenne a recommandé de remplacer « people » par « persons » dans la version anglaise du préambule (sans objet en français), recommandation à laquelle le Centre Europe-Tiers Monde s'est opposé.

268. Le Guatemala a fait observer qu'un grand nombre d'alinéas du préambule traitaient de questions qui le préoccupaient, comme celles qui étaient également abordées dans les articles 1-2, 15, 17 et 19, et qu'il réservait par conséquent sa position concernant ces alinéas.

269. La Colombie s'est déclarée préoccupée par le fait que le préambule abordait des sujets qui ne relevaient pas du mandat du Conseil des droits de l'homme, tels que l'environnement et les changements climatiques. Elle s'est en outre déclarée préoccupée par le fait que le texte évoquait des concepts dont les définitions n'avaient pas été acceptées, tels que celui de « Terre nourricière ».

270. L'Afrique du Sud a proposé d'inclure dans le préambule une référence à la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

271. L'OIT et La Via Campesina ont proposé d'ajouter au préambule un alinéa concernant les jeunes.

272. L'Union européenne a proposé de remplacer « désireux de » par « déclarant » dans le premier alinéa du préambule. L'OIT a recommandé d'insérer dans ce même alinéa une mention de sa Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et de sa Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.

273. La Suisse a recommandé de placer la référence au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le vingt-deuxième alinéa du préambule plus haut dans le texte, par exemple après le deuxième alinéa, et d'employer le libellé du troisième alinéa du préambule de ce Traité. Elle a également recommandé de faire figurer dans le préambule une référence au libellé du paragraphe 2 de l'article 9 du Traité.

274. Le Guatemala s'est opposé à l'emploi du mot « territoire » au troisième alinéa du préambule.

275. La Suisse a proposé d'employer le libellé suivant dans le quatrième alinéa du préambule : « au développement durable ainsi qu'à la protection et à la gestion de l'eau et à la préservation des sols et de la biodiversité ».

276. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de remplacer « souveraineté alimentaire » par « alimentation suffisante » aux cinquième et dix-septième alinéas du préambule. Le Chili a préféré parler de « sécurité alimentaire ». M. Esquinas a proposé d'inclure dans le projet de déclaration une section consacrée aux définitions.

277. Le Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights a proposé d'inclure au neuvième alinéa du préambule une référence aux femmes rurales, au manque d'infrastructures destinées à ces femmes et au fardeau que représentait pour elles les tâches ménagères non rémunérées.

278. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de supprimer « respectueuses de la Terre nourricière et en harmonie avec elle » au douzième alinéa du préambule, proposition à laquelle l'État plurinational de Bolivie s'est opposé.

279. Le Guatemala et l'Union européenne ont proposé de remplacer « conditions dangereuses et abusives » par « conditions pouvant être dangereuses dans certains endroits » au treizième alinéa du préambule. L'UITA et l'OIT ont proposé de remplacer dans la version anglaise « labourers » par « workers » dans le même alinéa (sans objet en français). L'OIT a proposé d'insérer le membre de phrase « la possibilité d'exercer leurs droits fondamentaux au travail ainsi qu' » avant « un salaire décent et une protection sociale ».

280. L'OIT a recommandé d'insérer « , des associations » après « groupes » dans le quatorzième alinéa du préambule.

281. L'Union européenne a proposé de remplacer, au dix-huitième alinéa du préambule, le membre de phrase commençant par « y compris les paysans autochtones » par « dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont droit à l'autonomie ou à l'auto-administration pour ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi qu'aux moyens de financer leurs fonctions autonomes ».

282. L'Argentine a précisé que la deuxième partie du dix-huitième alinéa du préambule était le résultat d'une proposition qu'elle avait faite lors de la troisième session du Groupe de travail, en ayant à l'esprit le paragraphe 1 de l'article 46 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

283. Le Guatemala a réservé sa position concernant le dix-huitième alinéa du préambule en attendant que la question de la définition du mot « paysan » soit réglée.

284. L'OIT a proposé d'inclure une référence au corps des normes internationales du travail intéressant tout particulièrement le projet de déclaration, notamment à ses conventions fondamentales et prioritaires et aux instruments traitant spécifiquement des droits et de la situation des personnes travaillant dans l'économie rurale et des peuples autochtones et tribaux.

285. Le Guatemala s'est déclaré préoccupé par les vingt-deuxième et vingt-troisième alinéas du préambule.

286. Les représentants de plusieurs organisations de la société civile ont appuyé le préambule dans son intégralité.

VI. Conclusions et recommandations de la Présidente-Rapporteuse

A. Conclusions

287. À la neuvième et dernière séance de sa quatrième session, tenue le 19 mai 2017, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales a adopté les conclusions suivantes, conformément au mandat établi par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 30/13 :

a) Le Groupe de travail a pris acte du message adressé par la FAO à l'ouverture de sa session et de la participation de l'OIT ;

b) Le Groupe de travail a échangé des vues sur la version révisée du projet de déclaration que la Présidente-Rapporteuse avait établie pour qu'il puisse l'examiner à la quatrième session, et il a félicité la Présidente-Rapporteuse de ses efforts ;

c) Le Groupe de travail s'est félicité du dialogue constructif qui avait eu lieu ainsi que de la large participation et de l'engagement actif des gouvernements, des groupes régionaux et politiques, de la société civile, des organisations intergouvernementales, des experts et des parties prenantes intéressées, particulièrement des représentants des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, et il a pris note avec satisfaction de leurs contributions ;

d) Le Groupe de travail a fait sienne la préoccupation commune suscitée par la situation des droits de l'homme des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, pris acte de la contribution que ces personnes apportaient, entre autres, à la lutte contre la famine et à la préservation et l'amélioration de la biodiversité, et relevé la nécessité de respecter, de promouvoir, de protéger et de mettre en œuvre leurs droits de l'homme ;

e) Le Groupe de travail a engagé les États, les organisations de la société civile et les parties prenantes intéressées à adresser avant le 26 mai 2017 des propositions et contributions écrites concernant leurs vues sur le projet de déclaration, telles qu'exprimées pendant la quatrième session.

B. Recommandations de la Présidente-Rapporteuse

288. À l'issue des négociations qui avaient eu lieu pendant les séances du Groupe de travail, la Présidente-Rapporteuse a recommandé :

a) Que la Présidente-Rapporteuse continue à tenir des consultations intersessions avec les États, les groupes régionaux et les parties prenantes intéressées, y compris des représentants des milieux universitaires ;

b) Que le Groupe de travail tienne une cinquième session ;

c) Que la Présidente-Rapporteuse rédige une version révisée du projet de déclaration en se fondant sur les propositions faites pendant la quatrième session du Groupe de travail ainsi que sur les consultations intersessions et les contributions reçues, et la présente au Groupe de travail à sa cinquième session pour examen et poursuite des débats, afin d'établir la version définitive du texte de la déclaration, conformément au mandat du Groupe de travail ;

d) Que les États et les autres parties prenantes intéressées continuent de collaborer de manière constructive et de dialoguer afin d'élaborer rapidement une déclaration inclusive et utile.

Annexe I

[Anglais seulement]

List of participants

States Members of the Human Rights Council

1. Bangladesh, Belgium, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, China, Cuba, Ecuador, Egypt, El Salvador, Ethiopia, Germany, Ghana, India, Indonesia, Iraq, Japan, Kenya, Nigeria, Panama, Paraguay, Philippines, Portugal, Republic of Korea, South Africa, Switzerland, Togo, Tunisia, United Arab Emirates, United Kingdom, Venezuela (Bolivarian Republic of).

States Members of the United Nations

2. Algeria, Argentina, Austria, Chile, Colombia, Costa Rica, Czech Republic, Dominican Republic, Estonia, France, Guatemala, Haiti, Honduras, Iran (Islamic Republic of), Italy, Jamaica, Jordan, Luxembourg, Malaysia, Mexico, Morocco, Myanmar, Nepal, New Zealand, Nicaragua, Pakistan, Peru, Romania, Russian Federation, Spain, Syrian Arab Republic, Ukraine, Uruguay, Zambia.

Non-Member States

3. Holy See, State of Palestine

Intergovernmental organizations

4. European Union (EU), Food and Agriculture Organisation of the United States (FAO), International Labour Organization, NAM, South Centre.

Non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council

General

5. Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), International Indian Treaty Council (IITC),

Special

6. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Foundation Bread For All (BFA), International Association of Democratic Lawyers (IADL), Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR), Réseau International des Droits Humains (RIDH)

Roster

7. American Anthropological Association, Association of World Citizens, FIAN International e.V., International Federation of Rural Adult Catholic Movements (FIMARC), International Union of Food Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers Associations (IUF),

Other Non-governmental organizations

8. Asociacion Uraba Suiza Colombia, Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall w.V. (BESH), Comité français pour la Solidarité Internationale, Community Self Reliance Centre (COSEREC), Farmworkers Association of Florida, Foundation House of

Farmers, Korean Women Peasants Association, Landless people movement, Sindicato Andaluz Trabajadores y trabajadoras, Via Campesina, World Alliance of Mobile Indigenous Pastoralists (WAMIP), World Forum of Fisher People (WFFP), World March of women.

Experts invited by the Chair

Ms. Shivani Chaudhry, Ms. Priscilla Claeys, Professor José Esquinas, Mr. Mamadou Goïta, Mr. Christophe Golay, Ms. Anuradha Mittal, and Ms. Ana Maria Suarez Franco.

Annexe II

[Anglais seulement]

Summary of statements by panellists**

José Esquinas

José Esquinas reminded the audience more than 70% of the food produced worldwide come from small-scale farming. Hence this declaration is needed to tackle crucial issues faced by peasants and consequently the whole world. If norms were set elsewhere: the declaration consolidated and restated them, facilitating its implementation. Mr. Esquinas emphasized on the importance of the rights to land, natural resources and seeds. He also affirmed that food sovereignty is essential to avoid being at the mercy of markets and loosing political sovereignty

Shivani Chaudhry

Shivani Chaudhry stressed that the proposed declaration is important and unique in that it provides a human rights framework to protect peasants and other rural people, within an environmental and sustainable development paradigm. The acute crisis in rural areas, including that of farmer suicides, reflects a colossal tragedy and global policy failure, making the need for this declaration all the more urgent. The proposed declaration plays a significant role in recognising the individual and collective right to land, as well as the principle of food sovereignty. Ms. Chaudhry stated that the declaration would help meet implementation gaps in the Paris Agreement and the 2030 Agenda for Sustainable Development.

Mamadou Goïta

Mr. Mamadou Goïta drew attention to challenges facing peasants including the technical and natural risks induced by climate changes, the global trend of privatization of land, soil degradation, and the lack of investment in education and professional training for peasants and other people working in rural areas. Consequently, Mr. Goïta expressed the view that the most important aspects of the draft declarations were the recognition of the right to food sovereignty, the right to access and control of resources and associated knowledge and the right to basic social services.

Anuradha Mittal

Ms. Anuradha Mittal underscored that the declaration would be a significant milestone for billions of peasants and rural workers who were stewards of the land and natural resources and were carrying out the much needed agroecological transition of our food system. She called attention to the fact that, in spite of this, peasants were disproportionately impacted by poverty, malnutrition, hunger, and face ongoing threats of displacement and criminalization. She stressed that in view of this, the declaration was a tool urgently needed to both protect and defend the lives, livelihoods and rights to natural resources of the peasants and rural workers.

Priscilla Claeys

Ms. Priscilla Claeys stated that the objective of the drafting of the new declaration was twofold: to apply the most progressive international standards in human rights and to ensure that the human rights international system respond to new challenges such as climate change, natural resource depletion, as well as to difficulties faced by peasants. Elements of the declaration, such as food sovereignty, seek to address them. Food sovereignty is the right of peoples to define and build their own food systems. It is a contemporary version of

** Full statements are available on the webpage of the session:
<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RuralAreas/Pages/4thSession.asp>

the right to development, the right to self-determination and the right to dispose of natural resources.

Annexe III

List of concrete suggestions

Annex IV contains the concrete oral and written suggestions, where specific languages were proposed on the revised text of the Declaration (A/HRC/WG.15/4/2) presented by the Chair-Rapporteur at the 4th session of the working group by member states and other participants. This document needs to be read in conjunction with the general and other comments included in the body of the present report.

Text in bold indicates a proposal to add new text. Struck-through text indicates a proposal to delete text. Struck-through text immediately followed by text in bold indicates a proposal to replace the struck-through text with the bold text. Text shown in curly brackets indicates a request to delete the entire text. Text in square brackets indicates an expression of reservation to it. A number of additional comments are indicated (when verbatim, they are indicated with “<” and “>”).

Preamble

IUF, comment:

<We would like to see a more comprehensive reference to the ILO and its instrument back in the preamble in the same form as the reference in the current draft to the FAO.>

Golay, expert: suggested that reference to ILO conventions should be made in the preamble and that the specific language be added in the body of the declaration.

Preambular paragraph 1:

EU

PP1. ~~Wishing~~ **Acknowledging** to promote the realization of the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights, the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of All Forms of discrimination against Women, the Declaration on the Right to Development, the Convention on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of Their Families and the Convention on the Rights of the Child, and other relevant international instruments that have been adopted at the universal or regional level,

ILO

PP1. *Wishing* to promote the realization of the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights, the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the ICCPR, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of All Forms of discrimination against Women, the Declaration on the Right to Development, **the ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work, the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization**, the Convention on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of Their Families and the Convention on the Rights of the Child, and other relevant international instruments that have been adopted at the universal or regional level,

Preambular paragraph 3:

EU

PP3. *Recognizing* the special relationship and interaction between peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, and the land, water, nature and territory to which they are attached and on which they depend for their livelihood,

Guatemala: reservation

PP3. *Reconociendo* la especial relación e interacción entre los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales, y la tierra, el agua, la naturaleza [y el territorio] al que están vinculados y de los que dependen para su subsistencia,

Chaudhry, expert

PP3. *Recognizing* the special relationship and interaction between peasants and other people working in rural areas, and the land, water, nature, **natural resources**, and territory to which they are attached and on which they depend for their livelihood,

Preambular paragraph 4:

EU

PP4. *Recognizing also* the past, present and future contributions of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas in all regions of the world to development and to conserving and improving biodiversity, which constitute the basis of food and agricultural production throughout the world, and their contribution in ensuring **the right to adequate food sovereignty**, which is fundamental to attaining the internationally agreed development goals, including the 2030 Agenda for Sustainable Development,

Guatemala: reservation

PP4. *Reconociendo* también las contribuciones pasadas, presentes y futuras de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales en todas las regiones del mundo al desarrollo y a la conservación y el mejoramiento de la biodiversidad, que constituyen la base de la producción alimentaria y agrícola en todo el mundo [, y su contribución para garantizar la soberanía alimentaria,] que es fundamental para lograr los objetivos de desarrollo convenidos internacionalmente, incluida la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible,

Peru

PP4. *Recognizing also* the past, present and future contributions of peasants and other people working in rural areas in all regions of the world to development and to conserving and improving biodiversity, which constitute the basis of food and agricultural production throughout the world, and their contribution in ensuring food ~~sovereignty~~ **security**, which is fundamental to attaining the internationally agreed development goals, including the 2030 Agenda for Sustainable Development,

Chaudhry, expert

PP4. *Recognizing also* the past, present and future contributions of peasants and other people working in rural areas in all regions of the world to development and to conserving and improving biodiversity, which constitute the basis of food and agricultural production throughout the world, and their contribution in ensuring food **security and** sovereignty, which is fundamental to attaining the internationally agreed development goals, including the 2030 Agenda for Sustainable Development,

Preambular paragraph 5:

EU

PP5. *Concerned* that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas suffer disproportionately from poverty and malnutrition,

Chaudhry, expert

PP5. *Concerned* that peasants and other people working in rural areas suffer disproportionately from poverty, **hunger** and malnutrition,

PP5 bis. **Recognizing agrarian distress and the growing inequality of land ownership in rural areas and the failure of states to carry out human rights-based agrarian and land reform,**

Preambular paragraph 6:

EU

PP6. *Concerned also* that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas suffer from the burdens caused by environmental degradation and climate change,

PP6. Preambular paragraph 7:

LVC Nepal, comment

PP6. <Along with the 7th paragraph of preamble, we propose an additional paragraph on youths addressing the challenges faced by youths in agriculture and recognizing the importance of attracting more youth in agriculture to transform as well as for the future of agriculture.>

Preambular paragraph 8:

EU

PP8. *Alarmed* by the increasing number of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas forcibly evicted or displaced every year,

Chaudhry, expert

PP8. *Alarmed* by the increasing number of peasants and other people working in rural areas forcibly evicted, **dispossessed of their homes and lands**, or displaced every year,

PP8 bis. **Also alarmed by the high incidence of farmer suicides in several countries,**

Preambular paragraph 9:

Chaudhry, expert

PP9. *Stressing* that peasant women and other rural women play a significant role in the economic survival of their families **and in contributing to the rural and national economy**, including through their work in the non-monetized sectors of the economy, but are often denied tenure and ownership of land, equal access to land, productive resources, financial services ~~and credit~~, information, employment or social protection, and are often victims of violence, **exclusion, subordination, and discrimination** in a variety of forms and manifestations,

PWESCR, comment

PP9. <Lack of adequate infrastructure for basic rights and essential services in rural areas results in an unequal and unfair burden of unpaid work on women to provide for these. Therefore it is important to recognise, redistribute and reduce rural women's unpaid work by providing adequate infrastructure, clean renewable energy and better technology options. We also would like inclusion of digital infrastructure as part of productive resources available to rural communities.>

Preambular paragraph 10:

EU

PP10. *Stressing also* that several factors make it difficult for peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, including small-scale fishers and fish workers pastoralists, foresters and other local communities to make their voices heard, to defend their human rights and tenure rights, and to secure the sustainable use of the natural resources on which they depend,

Preambular paragraph 12:EU

PP12. *Convinced* that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas should be supported in their efforts to promote and undertake sustainable practices of agricultural production ~~that support and are in harmony with Mother Earth~~, including the biological and natural ability of ecosystems to adapt and regenerate through natural processes and cycles,

Guatemala: reservation

PP12. *Convencido* de que los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales deben contar con apoyo en su labor de promover y emplear prácticas de producción agrícola sostenibles [que beneficien a la Madre Tierra y estén en armonía con ella], como la capacidad biológica y natural de los ecosistemas para adaptarse y regenerarse mediante procesos y ciclos naturales,

Chaudhry, expert

PP12. *Convinced* that peasants and other people working in rural areas should be **acknowledged and** supported in their efforts to promote and undertake sustainable practices of agricultural production that support and are in harmony with Mother Earth, including the biological and natural ability of ecosystems to adapt and regenerate through natural processes and cycles,

Preambular paragraph 13:EU

PP13. *Considering* the ~~hazardous and exploitative~~ conditions **that may be in some places hazardous** under which many labourers in agriculture, fisheries and other activities have to work, often lacking living wages and social protection,

Guatemala: reservation

PP13. *Teniendo en cuenta* las condiciones peligrosas y de explotación en las que trabajan [quienes se dedican a la agricultura, la pesca y otras actividades], que a menudo carecen de salarios mínimos vitales y de protección social,

ILO

PP13. *Considering* the hazardous and exploitative conditions under which many ~~labourers~~ **workers** in agriculture, fisheries and other activities have to work, often **denied the opportunity to exercise their fundamental rights at work and** lacking living wages and social protection,

Chaudhry, expert

PP13. *Considering* the hazardous and exploitative conditions under which many labourers in agriculture, fisheries, **forests**, and other activities have to work, often lacking living wages and social protection,

Preambular paragraph 14:ILO

PP14. *Concerned* that individuals, groups, **associations** and institutions that promote and protect the human rights of those working on land and natural resources issues face a high risk of being subject to different forms of intimidation and of violations of their physical integrity,

Chaudhry, expert

PP14. *Concerned* that individuals, groups and institutions that promote and protect the human rights of those working on land and natural resources issues face a high risk of being subject to different forms of intimidation and of violations of their physical integrity **and human rights**,

Preambular paragraph 15:EU

PP15. *Noting* that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas often face difficulties in gaining access to courts, police officers, prosecutors and lawyers to the extent that they are unable to seek immediate redress or protection from violence, abuse and exploitation,

Preambular paragraph 16:Chaudhry, expert

PP16. *Concerned* about **the growth of agri-business and its control over food systems and** speculation on food products, and the increasing concentration and unbalanced distribution of food systems, which impairs the enjoyment of human rights,

Preambular paragraph 17:EU

PP17. *Recognizing* that, in order to guarantee the right of peoples to **adequate** food ~~sovereignty~~, it is essential to respect, protect and promote the rights recognized in the present declaration,

Guatemala: reservation

PP17. Reconociendo que [, para garantizar la soberanía alimentaria de los pueblos,] es esencial que se respeten, se protejan y se promuevan los derechos reconocidos en la presente Declaración,

Peru

PP17. *Recognizing* that, in order to guarantee the right of peoples to food ~~sovereignty~~ **security**, it is essential to respect, protect and promote the rights recognized in the present declaration

Chaudhry, expert

PP17. *Recognizing* that, in order to guarantee the right of peoples to food sovereignty, it is essential to respect, protect and promote the **human** rights recognized in the present declaration,

Preambular paragraph 18:EU

PP18. *Affirming* that, according to the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, indigenous peoples, in exercising their right to self-determination, have the right to autonomy or self-government in matters relating to their internal and local affairs, as well as ways and means for financing their autonomous functions. ~~which include indigenous peasants and other indigenous people working in rural areas, have the right to self-determination in matters relating to their internal and local affairs, while highlighting that nothing in the Declaration may be interpreted as implying for any State, people, group or person any right to engage in any activity or to perform any act contrary to the Charter of the United Nations, or construed as authorizing or encouraging any action that would dismember or impair, either totally or in part, the territorial integrity or political unity of sovereign and independent States,~~

Guatemala: reservation on the whole paragraph

PP18. [*Afirmando* que, de conformidad con la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas, estos últimos, entre ellos los campesinos indígenas y otras personas indígenas que trabajan en las zonas rurales, tienen derecho a la libre determinación en las cuestiones relacionadas con sus asuntos internos y locales, y resaltando al mismo tiempo que nada en la presente Declaración se interpretará en el sentido de que confiera a un Estado, pueblo, grupo o persona derecho alguno a participar en

una actividad o realizar actos contrarios a la Carta de las Naciones Unidas, ni se entenderá en el sentido de que autoriza o alienta acción alguna encaminada a quebrantar o menoscabar, total o parcialmente, la integridad territorial o la unidad política de Estados soberanos e independientes,]

Preambular paragraph 21:

ILO

PP21. *Recalling* also the extensive body of conventions and recommendations of the International Labour Organization on labour protection and decent work, **in particular the eight Conventions enshrining fundamental rights at work and the priority Conventions concerning labour inspection, employment policy and tripartite consultation, and those Conventions specifically concerning the rights and working conditions of those engaged in agriculture and in other sectors of the rural economy and of indigenous and tribal peoples.**

Preambular paragraph 22:

Guatemala: reservation

PP22. *Recordando* además la amplia labor de la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura sobre el derecho a la alimentación, [los derechos de tenencia, el acceso a los recursos naturales y otros derechos de los campesinos,] en particular el Tratado Internacional sobre los Recursos Fitogenéticos para la Alimentación y la Agricultura, y las Directrices Voluntarias sobre la Gobernanza Responsable de la Tenencia de la Tierra, la Pesca y los Bosques en el Contexto de la Seguridad Alimentaria Nacional, las Directrices Voluntarias para Lograr la Sostenibilidad de la Pesca en Pequeña Escala en el Contexto de la Seguridad Alimentaria y la Erradicación de la Pobreza, y las Directrices Voluntarias en Apoyo de la Realización Progresiva del Derecho a una Alimentación Adecuada en el Contexto de la Seguridad Alimentaria Nacional, todas ellas de esa organización,

India

PP22. *Recalling further* the extensive work of the Food and Agriculture Organization of the United Nations on the right to food, tenure rights, access to natural resources and other rights of peasants, in particular the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, and the Organization's Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security, the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication, ~~the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture~~ and the Voluntary Guidelines to Support the Progressive Realization of the Right to Adequate Food in the Context of National Food Security,

Preambular paragraph 23:

Guatemala, comment

PP23. <Guatemala considera que este párrafo debe ajustarse al contexto de la Declaración de Principios de la Conferencia Mundial sobre Reforma Agraria y Desarrollo Rural, en particular reflejando que “incumbe a cada gobierno la responsabilidad principal de la reforma agraria y del desarrollo rural en su país”. >

Preambular paragraph 24:

EU

PP24. *Convinced* of the need for greater protection of the human rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, and for a coherent interpretation and application of existing international human rights norms and standards in this matter,

Chaudhry, expert

PP24. *Convinced* of the need for greater protection of the human rights of peasants and other people working **and living** in rural areas, and for a coherent interpretation and application of existing international human rights norms and standards in this matter,

Preambular paragraph 25:EU

PP25. *Solemnly adopts* the following declaration on the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas:

Article 1. Definition of peasants and other people working in rural areasRIDH, comment:

1. <La definición que se adopte de lo campesino deberá incluir otros sectores y actividades sociales y económicas que se desarrollan en lo rural, como son “los pobladores rurales” que no son considerados en algunos países industrializados como campesinos en el estricto sentido de la palabra; estos pobladores rurales mantienen relaciones sociales, culturales, familiares y comunitarias con los campesinos, que son necesarias para su supervivencia.>

Paragraph 1

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets

1. A los efectos de la presente Declaración, “campesino” es toda persona que se dedique o pretenda dedicarse, ya sea de manera individual o en asociación con otras o como comunidad, a la producción agrícola en pequeña escala para subsistir o comerciar y que para ello dependa, sobre todo, aunque no necesariamente en exclusiva, del trabajo en familia o en el hogar y de otras formas no monetarias de organización del trabajo, y que tenga una especial dependencia [y apego a sus] tierras.

ILO

1. For the purposes of the present declaration, a peasant is any person who engages or who seeks to engage alone, or in association with others or as a community, in small-scale agricultural production for subsistence and/or for the market, and who relies significantly, though not necessarily exclusively, on family or household labour – **including of his or her children** – and other non-monetized ways of organizing labour, and who has a special dependency on and attachment to the lands.

Paragraph 2Chaudhry, expert

2. The present declaration applies to any person engaged in artisanal or small-scale agriculture, the raising of livestock, pastoralism, fishing, forestry, hunting or gathering, and handicrafts ~~related to agriculture~~ or a related occupation in a rural area.

Paragraph 3

Guatemala: reservation

3. [La presente Declaración se aplica también a los pueblos indígenas que trabajan la tierra, a las comunidades trashumantes y nómadas y a las personas sin tierra.]

Colombia (report, para. 52)

3. {The present declaration also applies to indigenous peoples working on the land, transhumant and nomadic communities and the landless.}

PWESCR (report, para. 52)

3. The present declaration also applies to indigenous peoples working on the land, transhumant and nomadic communities, **Dalits**, and the landless.

Chaudhry, expert

3. The present declaration also applies to indigenous peoples working on the land, transhumant, ~~and~~-nomadic **and semi-nomadic** communities, and the landless.

Paragraph 4EU (report, para. 53)

4. The present declaration further applies to hired workers, and migrant and seasonal workers, regardless of their legal status **and as defined by national legislation** on plantations and farms in aquaculture and in agro-industrial enterprises.

Jordan: reservation especially regarding the reference to migrant and seasonal workers regardless of legal status (report, para. 54)

ILO and IUF

4. The present declaration further applies to hired workers, ~~and~~ **including** migrant and seasonal workers, regardless of their legal status on plantations and farms in aquaculture and in agro-industrial enterprises.

Chaudhry, expert

4. The present declaration further applies to hired workers, and migrant and seasonal workers, regardless of their legal status on **agricultural farms, forests**, plantations, and farms in aquaculture and in agro-industrial enterprises.

Article 2. General obligations of States

Jordan, the Russian Federation: reservation on the whole article (report, paras. 48, 66 and 77)

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets.

PWESCR, comment

<State should ensure the comprehensive land reform programme on behalf of landless tenants, smallholders and women farmers to secure their rights.

State should ensure zero eviction in the name of development or other reasons without better alternatives to the marginalized farmers.

State should provide immediate support from the natural calamities like earthquake, floods, landslides etc. and supports the landless, tenants, sharecroppers, smallholders and women farmers.

State should ensures the disintegrated data of women and men on the access of land

State ensures the women's control on land not only access and ownership. >

Paragraph 1Argentina (report, para. 62)

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people working in rural areas both in their territory and extra-territorially, **in line with the domestic legal order of each State**. They shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the elements of the rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed.

EU

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas ~~both~~ in their territory ~~and extra-territorially~~. They shall promptly take legislative, administrative ~~and other appropriate~~ steps to achieve progressively the full realization of the elements of the rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed.

Guatemala

1. Los Estados respetarán, protegerán y harán efectivos los derechos de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales[, tanto en su territorio como fuera de

él.] [Adoptarán sin demora las medidas legislativas, administrativas y de otro tipo que resulten apropiadas para alcanzar progresivamente la plena efectividad de los elementos de los derechos de la presente Declaración que no puedan garantizarse de forma inmediata.]

South Africa (report, para. 61)

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people working in rural areas both in their territory and extra-territorially. They shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the ~~elements of the~~ rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed.

Switzerland

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people working in rural areas both in their territory and extra-territorially. They shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the elements of the rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed. **States shall take steps, individually and through international assistance and co-operation, to the maximum of its available resources, with a view to achieving the full realization of the rights of the present declaration by all appropriate means, including particularly the adoption of legislative, administrative and other appropriate measures.**

CSCR-PWESCR

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people working in rural areas both in their territory and extra-territorially. They shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the elements of the rights of the present declaration ~~that cannot be immediately guaranteed.~~

WFFP

1 (bis) **Los Estados que limitan, o comparten territorios continentales o acuáticos, deben realizar en un marco de respeto a sobrenías: negociaciones, o acuerdos de administración de recursos y de respeto a los derechos humanos de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales, cuando por tradición, inadvertidamente, arrastrados por las mareas o en busca de recursos migratorios o pelágicos traspasan los límites fronterizos y son capturados por autoridades de cada país.**

Paragraph 2

EU

2. Particular attention shall be paid in the implementation of the present declaration to the rights and special needs of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, including older persons, women, youth, children and persons with disabilities.

Chaudhry, expert

2. Particular attention shall be paid in the implementation of the present declaration to the rights and special needs of peasants and other people working in rural areas, including older persons, women, youth, children and persons with disabilities, **landless persons, and minorities.**

Paragraph 3

EU

3. Without disregarding specific legislation on indigenous peoples, before adopting and implementing legislation and policies, international agreements and other decision-making processes that may affect the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, States ~~shall~~ **should** consult and cooperate ~~in good faith~~ with peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas through their own representative institutions ~~in order to obtain the free, prior and informed consent of peasants and other people working in rural areas.~~

Guatemala: reservation

3. [Sin olvidar la legislación concreta sobre pueblos indígenas, antes de aprobar y aplicar leyes y políticas, acuerdos internacionales y otras decisiones que puedan afectar a los derechos de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales, los Estados celebrarán consultas y cooperarán de buena fe con los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales, por conducto de sus propias instituciones representativas, a fin de obtener su consentimiento libre, previo e informado].

Paragraph 4

Guatemala: reservation

4. [Los Estados elaborarán, interpretarán y aplicarán los acuerdos y normas internacionales en consonancia con sus obligaciones en materia de derechos humanos, relativas, entre otras esferas, al comercio, la inversión, las finanzas, la fiscalidad, la protección del medio ambiente, la cooperación para el desarrollo y la seguridad.]

India: delete paragraph 4 (report says Guatemala too at para. 77)

4. {States shall elaborate, interpret and apply international agreements and standards, including in the areas of trade, investment, finance, taxation, environmental protection, development cooperation and security, in a manner consistent with their human rights obligations.}

Paragraph 5

EU

5. States shall take all necessary measures to ~~ensure that~~ **promote the respect by** the non-State actors that they are in a position to regulate, such as private individuals and organizations, and transnational corporations and other business enterprises, do not nullify or impair the enjoyment of the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas.

Paragraph 6

EU

6. States, recognizing the importance of international cooperation in support of national efforts for the realization of the purposes and objectives of the present declaration, shall take appropriate and effective measures in this regard, between and among States and, as appropriate, in partnership with relevant international and regional organizations and civil society, in particular organizations of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas. Such measures could include:

Switzerland

6. States, recognizing the importance of international cooperation in support of national efforts for the realization of the purposes and objectives of the present declaration, shall take appropriate and effective measures in this regard, between and among States and, as appropriate, in partnership with relevant international and regional organizations, **the private sector**, and civil society, in particular organizations of peasants and other people working in rural areas. Such measures could include:

Subparagraph (a)

EU

(a) Ensuring, **where applicable**, that relevant international cooperation, including international development programmes, is inclusive, accessible and pertinent to peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas;

Subparagraph (d)

EU

(d) (Providing, as appropriate, technical and economic assistance, facilitating access to and sharing of accessible technologies, and through the **voluntary** transfer of technologies, particularly to developing countries;

Switzerland

(d) Fournir, au besoin, une assistance technique et économique, en facilitant l'accès à des technologies accessibles et le partage de ces technologies, et en procédant au transfert de technologies, en particulier vers les pays en développement, **selon des conditions mutuellement convenues** ;

Subparagraph (e)

Argentina (report, para. 83)

(e) Improving the ~~management~~ **functioning** of markets at the global level and facilitating timely access to market information, including on food reserves, in order to help to limit extreme food price volatility and the attractiveness of speculation.

Guatemala: reservation

(e) [Mejorar la gestión de los mercados a nivel mundial y facilitar el acceso oportuno a la información sobre estos, entre otras cosas sobre las reservas de alimentos, a fin de contribuir a limitar la extrema volatilidad de los precios de los alimentos y el atractivo de la especulación.]

WFPF: additional paragraph

6 (bis) **Los Estados que limitan, o comparten territorios continentales o acuáticos, deben realizar en un marco de respeto a soberanías: Negociaciones, o Acuerdos de administración de recursos y de respeto a los derechos humanos de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales, cuando por tradición, inadvertidamente, arrastrados por las mareas o en busca de recursos migratorios o pelágicos traspasan los límites fronterizos y son capturados por autoridades de cada país.**

Article 3. Equality and non-discrimination

Chile, comment: reinstate formulation from the previous version of the draft be reinstated.

LVC, comment: describe the relevant obligations of States to prevent *de jure* and *de facto* discrimination against women.

Paragraph 1

Uruguay and Bolivia, comment: add reference to multiple and intersectional forms of discrimination in paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to the full enjoyment, ~~individually and collectively~~, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and **all** other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on **any** grounds such as race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.

Chile (report, para. 86)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, individually and collectively, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as race, colour, descent, sex, **gender identity and sexual orientation**, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.

Egypt (report, para. 88)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, individually and collectively, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other

international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as race, colour, ~~descent~~, sex, language, ~~culture~~, ~~marital status~~, property, ~~disability~~, ~~nationality~~, ~~age~~, political or other opinion, **national or social origin**, religion, birth ~~or economic, social~~ or other status.

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a disfrutar plenamente[, a título individual y colectivo,] de todos los derechos humanos y libertades fundamentales que se reconocen en la Carta de las Naciones Unidas, la Declaración Universal de Derechos Humanos y otros instrumentos internacionales de derechos humanos, sin ningún tipo de discriminación en el ejercicio de sus derechos por motivos de raza, color, linaje, sexo, idioma, cultura, estado civil, bienes, discapacidad, nacionalidad, edad, opinión política o de otra índole, religión, nacimiento o situación económica, social o de otra índole.

Switzerland (report, para. 90)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, ~~individually and collectively~~, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as **origin**, race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.

Uruguay (report, para. 58)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, individually and collectively, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments, free from **all forms of discrimination** ~~any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status~~.

LVC Europe

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a disfrutar plenamente, a título individual y colectivo, de todos los derechos humanos y libertades fundamentales que se reconocen en la Carta de las Naciones Unidas, la Declaración Universal de Derechos Humanos y otros instrumentos internacionales de derechos humanos, sin ningún tipo de discriminación en el ejercicio de sus derechos por motivos de raza, color, linaje, sexo, idioma, cultura, estado civil, **estatuto legal**, bienes, discapacidad, nacionalidad, edad, opinión política o de otra índole, religión, nacimiento o situación económica, social o de otra índole.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, individually and collectively, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, **place of residence, occupation/employment, sexual orientation, health status**, religion, birth or economic, social, or other status.

Golay, expert (report, para. 92)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment, ~~individually and collectively~~ **alone or in association with others**, of all human rights and fundamental freedoms recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on grounds such as race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.

Paragraph 2EU

2. States shall take appropriate measures to eliminate conditions that cause or help to perpetuate discrimination against peasants and ~~people~~ **persons** working in rural areas.

Chaudhry, expert

2. States shall take appropriate measures to eliminate conditions that cause or help to perpetuate discrimination against peasants and people working in rural areas. **States should also take measures to investigate crimes of discrimination against peasants and other people working in rural areas and bring the perpetrators to justice.**

Article 4. Rights of peasant women and other women working in rural areasChaudhry, expert

Article 4. Rights of peasant women and other women working **and living** in rural areas

CSCR-PWESCR, comment

< We call on this Working Group to recognise rural women as individual rights holders and not just as victims of violence and not just as vulnerable group that needs to be protected and taken care of.

Recognise the role women play in providing care – child care, elderly care. States should invest in institutionalise care facilities also in rural areas.

Inclusion of access to scientific and technical knowledge in the draft declaration. We also would like the declaration to address the digital gap that rural community face especially rural women.>

Paragraph 1Chaudhry, expert

1. States shall take all appropriate measures, **including through implementing and revising laws**, to eliminate **all forms of** discrimination against ~~rural peasant~~ women and other women working **and living** in rural areas in order to ensure, on the basis of equality between men and women, that they fully and equally enjoy all human rights and fundamental freedoms and that **they are able to** freely pursue, participate in and benefit from ~~rural~~ economic, social, **political** and cultural development.

Paragraph 2**Subparagraph (a)**

EU: additional subparagraph

Subpara (a) (bis) **To purchase and dispose land on their own. They shall also be able to inherit land.**

Switzerland

(a) To participate ~~meaningfully~~, **equally and effectively** in the formulation and implementation of **gender-responsive** development planning at all levels;

Chaudhry, expert

(a) To participate meaningfully in **governance, including in** the formulation and implementation of development planning at all levels;

Subparagraph (b)EU

(b) To have access **to the highest attainable standard of physical and mental health, including** to adequate health-care facilities, ~~including~~ information, counselling and services in family planning;

Guatemala: reservation

(b) Acceder a servicios adecuados de atención de la salud [, entre ellos los de información, asesoramiento y atención en materia de planificación familiar;]

Switzerland

(b) To have **equal** access to adequate health-care facilities, including information, counselling and services in family planning;

Chaudhry, expert

(b) To **health and to** have access to adequate **and culturally acceptable** health-care facilities, including information, counselling and services in **reproductive health and** family planning;

Subparagraph (e)

ILO

(e) To organize self-help groups, **associations** and cooperatives in order to obtain equal access to economic opportunities through employment or self-employment;

Subparagraph (g)

Guatemala: reservation

(g) Obtener acceso a los créditos y préstamos agrícolas, los servicios de comercialización y las tecnologías apropiadas[, y disfrutar, en condiciones de igualdad, de los derechos relativos a la tierra y los recursos naturales;]

Switzerland

(g) To have **equal** access to agricultural credit and loans, marketing facilities, appropriate technology, equal rights with regard to land and natural resources;

ILO

(g) To have access to **financial services such as savings, agricultural credit and loans, leasing and insurance;** marketing facilities; **and,** appropriate technology; ~~equal rights with regard to land and natural resources;~~

Chaudhry, expert

(g) To have equal access to agricultural credit and loans, marketing facilities and appropriate technology, ~~equal rights with regard to land and natural resources;~~

Subparagraph (h)

Guatemala: reservation

(h) Poder, en condiciones de igualdad, acceder a la tierra y los recursos naturales, utilizarlos y controlarlos, independientemente de su estado civil [y de los sistemas de tenencia particulares, y beneficiarse de un trato igualitario o prioritario en el marco de la reforma agraria y de propiedad de la tierra y de los planes de reasentamiento;]

ILO

(h) To have equal **rights and** access to, use of and control over land and natural resources, independently of their civil and marital status and of particular tenure systems, and equal or priority treatment in land and agrarian reform and in land resettlement schemes;

Chaudhry, expert

(h) **To** have equal **rights to** access, **own,** use [of] and control [over] land and **other** natural resources (**including inter alia water bodies, fisheries, forests, seeds**), independently of their civil and marital status and of particular tenure systems, and equal or priority treatment in land and agrarian reform and in land resettlement **and redistribution** schemes;

Subparagraph (i)

ILO

(i) To decent employment, equal remuneration **for work of equal value** and social **protection** benefits, and to have access to income-generating activities;

Subparagraph (j)EU

(j) To be free from **all forms of violence**;

Switzerland

(j) To be free from violence; **including domestic violence, sexual violence and all other forms of gender-based violence, female genital mutilation and child early and forced marriage.**

Chaudhry, expert

(j) to be free from violence – **physical, mental, emotional, sexual and psychological; and to be free from forced/early marriage, trafficking, discriminatory stereotypes, and subordination;**

Subparagraph (k)

Egypt and Jordan: deletion (report, para. 103)

(k) {To be treated with equality and justice in marriage and in family relations, both in law and in private.}

Chaudhry, expert: additional sub-paragraphs

(k) (bis) **To adequate food and nutrition, including for the girl child and pregnant and lactating women.**

(k) (ter) **To equal rights to adequate housing, land, property and inheritance, as well as access to basic services. Secure titles to land, housing, and property should be provided in the names of women, wherever possible. States should endeavour to remove social, legal, and economic barriers that impede women's access to land, housing, property, and inheritance.**

(k) (quarter) **To adequate representation, including in government and municipal and local bodies.**

(k) (quinquies) **To information, participation, and adequate consultation, including through their full free prior and informed consent, regarding decisions that directly or indirectly impact them and their families.**

(k) (sexies) **To access justice and effective legal remedy and legal aid. Including safety/security to register/file complaints... where non-formal mechanisms for justice/dispute resolution exist, they should be brought in line with human rights standards and principles of gender equality.**

(k) (septies) **To child care services.**

(k) (octies) **To education, including secure and adequate facilities in schools/colleges.**

(k) (novies) **To disaster risk reduction, preparedness, and adequate relief/rehabilitation/reconstruction.**

Article 5. Rights to natural resources and the right to developmentSwitzerland, comment

<Il faudrait concilier l'article 5 paragraphe 1 du projet de déclaration avec la disposition de l'article 15 de la Convention sur la diversité biologique qui précise que : « étant donné que les États ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale ».>

On pourrait aussi utiliser le langage de l'article 9.2(b) du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le paragraphe 3(c) du projet de déclaration ou éventuellement s'inspirer des formulations agréées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et son Protocole de Nagoya.>

EU

Article 5. ~~Rights~~ Access to natural resources and the right to development

Guatemala and Jordan: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets

Paragraph 1Egypt

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to have access to and to use the natural resources present in their communities that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to participate in the management of these resources and to enjoy the benefits of their development and conservation in their communities **in accordance with national laws and legislation.**

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas **should** have ~~the right to have access~~ to and ~~to~~ use of the natural resources present in their communities that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to ~~participate in~~ **be consulted about** the management of these resources and to enjoy the benefits of their development and conservation in their communities.

Jordan

1. [Peasants and other people working in rural areas have the right to have access to and to use the natural resources present in their communities that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to participate in the management of these resources and to enjoy the benefits of their development and conservation in their communities.]

Switzerland

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'avoir accès aux ressources naturelles présentes dans leur communauté dont ils ont besoin pour s'assurer un niveau de vie convenable et de les utiliser. ~~Ils ont le droit de participer à la gestion de ces ressources et de bénéficier des avantages de leur mise en valeur et de leur conservation au sein de leur communauté.~~ **Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.**

Peru

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a acceder al **aprovechamiento de** los recursos naturales presentes en su comunidad y necesarios para gozar de condiciones de vida adecuadas, y a utilizar dichos recursos. Tienen derecho a participar en la gestión de estos recursos y a disfrutar de los beneficios de su desarrollo y conservación en su comunidad.

WAMIP (report, para. 114)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to have access to and to use the natural resources ~~present in their communities~~ **where these communities are based** that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to participate in the management of these resources and to enjoy the benefits of their development and conservation in their communities.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right ~~have to~~ access ~~to~~ and ~~to~~ use the natural resources present in their communities that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to participate in the management of these resources and to enjoy the benefits of their development and conservation in their communities.

Paragraph 2EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to determine and to develop priorities and strategies for exercising their right to development.

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right **to development and** to determine and to develop priorities and strategies for exercising their right to development.

Paragraph 3

EU

3. States shall take measures to ensure that any exploitation of the natural resources that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas traditionally hold or use is permitted based on:

Chaudhry, expert

3. States shall take measures to ensure that any ~~use~~/exploitation of the natural resources that peasants and other people working in rural areas traditionally hold or use is permitted based **only upon**:

Subparagraph (a)

EU

(a) A social and environmental impact assessment duly conducted by technically capable and independent entities, with the individual and collective involvement of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas;

PWESCR

(a) A social and environmental impact assessment **that includes gender indicators** duly conducted by technically capable and independent entities, with the individual and collective involvement of peasants and other people working in rural areas;

Switzerland (report, para. 115)

(a) A social, **economic** and environmental impact assessment duly conducted by technically capable and independent entities, with the individual and collective involvement of peasants and other people working in rural areas;

Chaudhry, expert

(a) A social/**human rights-based** and environmental impact assessment duly conducted by technically capable and independent entities, with the individual and collective involvement of peasants and other people working in rural areas;

Subparagraph (b)

EU

(b) Consultations in good faith to obtain the free, prior and informed consent of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas;

Egypt

(b) Consultations in good faith ~~to obtain the free, prior and informed consent~~ of peasants and other people working in rural areas;

Guatemala: reservation

(b) [Consultas celebradas de buena fe para obtener el consentimiento libre, previo e informado de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales;]

Chaudhry, expert

(b) Consultations in good faith to obtain the **full** free, prior and informed consent of peasants and other people working in rural areas;

(b) (bis) **Adequate and timely information, provided in advance, in a culturally acceptable manner in the local language;**

Subparagraph (c)

Chaudhry, expert: additional sub-paragraph

(c) (bis) **Mechanisms for grievance redress, reparation, and restitution.**

PWESCR: new paragraph

3 (bis) **No involuntary displacement in the name of development and special economic zone and commercialization of agriculture.**

Article 6. Right to life, liberty and security of person

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to life, physical and mental integrity, liberty and security of person.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas shall not be subjected to arbitrary arrest or detention, torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and shall not be held in slavery or servitude.

CSCR-PWESCR

2. Peasants and other people working in rural areas shall not be subjected to arbitrary arrest or detention, torture, **sexual violence** or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and shall not be held in slavery or servitude.

Article 7. Freedom of movement

Switzerland, comment

<Nous aimerions souligner que le paragraphe 3 de l'article 7, devrait être en ligne et possiblement reprendre le langage des Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers de la FAO.>

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to recognition everywhere as persons before the law.

Paragraph 2

EU

2. States shall take appropriate measures, including by means of international agreements **and as defined by national legislation**, to facilitate the freedom of movement of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, and in particular pastoralists, fisher-folk, and migrant and seasonal agricultural workers, including across borders.

Chaudhry, expert:

2. States shall take appropriate measures, including by means of international agreements, to facilitate the freedom of movement of peasants and other people working in rural areas, and in particular pastoralists, fisher-folk, **nomadic and semi-nomadic communities**, and migrant and seasonal agricultural workers, including across borders.

Paragraph 3

EU

3. States shall cooperate to address transboundary tenure issues affecting peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, ~~such as indigenous peoples~~, and those relating to rangelands or seasonal migration routes of pastoralists, and fishing grounds of small-scale fishers, that cross international boundaries.

Guatemala: reservation

3. Los Estados cooperarán para tratar las cuestiones relativas a la tenencia [transfronteriza] que afectan a los campesinos y a otras personas que trabajan en las zonas rurales[, como los pueblos indígenas,] y las relativas a los pastizales o las rutas de

migración estacional de los pastores y los caladeros de las pequeñas explotaciones pesqueras que atraviesan fronteras internacionales.

Article 8. Freedom of thought, opinion and expression

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to freedom of thought, conscience, religion, opinion, expression and peaceful assembly. They have the right to express their opinion, including through claims, petitions and mobilizations, at the local, regional, national and international levels.

KWPA

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to freedom of thought, conscience, religion, opinion, expression and ~~peaceful~~ assembly. They have the right to express their opinion, including through claims, petitions and mobilizations, at the local, regional, national and international levels.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to freedom of thought, **belief**, conscience, religion, opinion, expression and peaceful assembly. They have the right to express their opinion, **according to their cultural practices and beliefs**, including through claims, petitions and mobilizations, at the local, regional, national and international levels.

1 (bis) **Efforts should be made to provide them with avenues and opportunities to express themselves and make their voices heard.**

1 (ter) **There should also be protection of their right to protect, to dissent and the right to refuse/object to development or other infrastructure projects that threaten their lives, lands, and livelihoods.**

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right, ~~individually and collectively~~, to participate in peaceful activities against violations of human rights and fundamental freedoms.

Guatemala: reservation

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho[, individual y colectivamente,] a participar en actividades pacíficas contra las violaciones de los derechos humanos y las libertades fundamentales.

Claeys, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right, ~~individually and collectively~~ **alone, or in association with others or as a community or group as such [or] alone, or in association with others or as a community**, to participate in peaceful activities against violations of human rights and fundamental freedoms.

KWPA

2. Peasants and other people working in rural areas have the right, individually and collectively, to participate in ~~peaceful~~ activities against violations of human rights and fundamental freedoms.

Paragraph 3

Guatemala: reservation

3. Los Estados adoptarán todas las medidas necesarias para garantizar la protección, por las autoridades competentes, de toda persona[, **individual o colectivamente**,] frente a toda violencia, amenaza, represalia, discriminación de derecho o de hecho, presión o

cualquier otra acción arbitraria resultante del ejercicio legítimo y la defensa de los derechos descritos en la presente Declaración.

Article 9. Freedom of association

PWESCR, comment:

<Recognize and support all the multiple forms of organising/membership based associations, collectives and cooperatives of women farmers in rural areas; e.g. cooperatives, producer companies, collectives and unions in rural areas.>

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to form and join organizations, trade unions, cooperatives or any other organization or association of their own choosing for the protection of their interests. Such organizations shall be independent and voluntary in character, and remain free from all interference, coercion or repression.

ILO

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to form and join organizations, trade unions, cooperatives or any other organization or association of their own choosing for the protection of their interests **and to bargain collectively**. Such organizations shall be independent and voluntary in character, and remain free from all interference, coercion or repression.

IUF

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to form and join organizations, trade unions, cooperatives or any other organization or association of their own choosing for the protection of their interests **and to bargain collectively**. Such organizations shall be independent and voluntary in character, and remain free from all interference, coercion or repression.

Paragraph 2

Guatemala: reservation

2. Los Estados adoptarán las medidas adecuadas para apoyar a las cooperativas y otras organizaciones de campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales, en particular con miras a eliminar los obstáculos a su establecimiento, a su crecimiento y al ejercicio de [sus] actividades lícitas, como la discriminación legislativa o administrativa de todo tipo que se ejerza contra dichas organizaciones y sus miembros[, y les proporcionarán apoyo para fortalecer su posición en la negociación de arreglos contractuales, a fin de asegurar que las condiciones y los precios sean justos y estables y que no vulneren sus derechos a la dignidad, a llevar una vida digna y a disponer de medios de vida sostenibles.]

ILO

2. States shall take appropriate measures to support ~~cooperatives and other~~ organizations of peasants and other people working in rural areas, **including unions, and cooperatives and other organizations of the social and solidarity economy**, particularly with a view to eliminating obstacles to their establishment, growth and pursuit of their lawful activities, including any legislative or administrative discrimination against such organizations and their members, and provide them with support to strengthen their position when negotiating contractual arrangements in order to ensure that conditions and prices are fair and stable and do not violate their rights to dignity, a decent life and a sustainable livelihood.

IUF

2. States shall take appropriate measures to ~~support cooperatives and other organizations of peasants and other people working in rural areas~~ **stimulate (or actively encourage if the preference is to maintain the language of ILO C141) the establishment of organisations of peasants and other people working in rural areas**

including trade unions and cooperatives, particularly with a view to eliminating obstacles to their establishment, growth and pursuit of their lawful activities, including any legislative or administrative discrimination against such organizations and their members, and provide them with support to strengthen their position when negotiating contractual arrangements in order to ensure that conditions and prices are fair and stable and do not violate their rights to dignity, a decent life and a sustainable livelihood.

Article 10. Right to participation

EU

Article 10. ~~Right to~~ Participation

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to active, free, effective, meaningful and informed participation, directly and/or through their representative organizations, in the formulation, implementation and assessment of policies, programmes and projects that may affect their lives, land and livelihoods.

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a la participación activa, libre[, efectiva, significativa e informada], directamente o por conducto de sus organizaciones representativas, en la formulación aplicación y evaluación de políticas, programas y proyectos que afecten a su vida, sus tierras y sus medios de subsistencia.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas ~~have the right to~~ **should** participate, directly and/or through their representative organizations, in the formulation of and in monitoring compliance with food safety, labour and environmental standards, whether by private or public actors.

Guatemala: reservation

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a participar, directamente o por conducto de sus organizaciones representativas, en la formulación de **[normas]** sobre seguridad alimentaria, trabajo y medio ambiente [y en la vigilancia del cumplimiento de estas, ya sea por agentes privados o públicos.]

Paragraph 3

Egypt (report, para. 136)

3. States shall take adequate measures to ensure meaningful and effective participation, directly and/or through their representative organizations, of peasants and other people working in rural areas in decision-making processes that affect their lives, land and livelihoods, including by facilitating the establishment and growth of strong and independent organizations of peasants and other people working in rural areas, **in accordance with national law and legislation**.

EU

3. States shall take adequate measures to ensure meaningful and effective participation, directly and/or through their representative organizations, of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas in decision-making processes that affect their lives, land and livelihoods, including by facilitating the establishment and growth of strong and independent organizations of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas.

Guatemala: reservation

3. Los Estados adoptarán las medidas adecuadas para asegurar la participación [significativa y efectiva] de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales, directamente o a través de sus organizaciones representativas, en los procesos de

toma de decisiones que afecten a su vida[, su tierra y sus medios de subsistencia], entre otras cosas [facilitando] el establecimiento y desarrollo de organizaciones fuertes e independientes de campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales.

LVC (report, para. 138)

3 States shall take adequate measures to ensure meaningful and effective participation, directly and/or through their representative organizations, of peasants and other people working in rural areas in decision-making processes that affect their lives, land and livelihoods, including by ~~facilitating~~ **respecting** the establishment and growth of strong and independent organizations of peasants and other people working in rural areas. Add that one of the central issues is the right to participate in shaping our public policies.

Article 11. Right to information with regard to production, marketing and distribution

EU

Article 11. ~~Right to~~ Information with regard to production, marketing and distribution

Chaudhry, expert

Article 11. Right to information with regard to production, marketing and distribution

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to seek, receive, develop and impart information, including information about factors that may affect the production, processing, marketing and distribution of their products.

Chaudhry, expert:

1. Peasants and other people working in rural areas have the right **to information and to** seek, receive, develop and impart information, including information about factors that may affect the production, processing, marketing and distribution of their products.

Paragraph 2

EU

2. States shall adopt appropriate measures to ensure that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have access to transparent, timely and adequate information in a language and form and through means adequate to their cultural methods that ensure the effective participation in decision-making in matters that may affect their lives, lands and livelihoods.

Guatemala: reservation

2. Los Estados adoptarán medidas apropiadas para garantizar que los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tengan acceso a información transparente, oportuna y suficiente, en un idioma y un formato y por unos medios que se ajusten a sus métodos culturales y aseguren la participación [efectiva] en las decisiones sobre cuestiones que afecten a su vida [, sus tierras y sus medios de subsistencia.]

Chaudhry, expert:

2. States shall adopt appropriate measures to ensure that peasants and other people working in rural areas have access to transparent, timely and adequate information in a language and form and through means adequate to their cultural methods that ensure **their** effective participation in decision-making in matters that may affect their lives, lands and livelihoods.

Paragraph 3

EU

3. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to a fair and impartial system of evaluation and certification of the quality of their products, at the local,

nation and international levels, and have the right not to accept certification mechanisms established by transnational corporations.

Guatemala: reservation

3. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a un sistema justo e imparcial de evaluación y certificación de la calidad de sus productos, en los planos local, nacional e internacional [, y a rechazar los mecanismos de certificación establecidos por las empresas transnacionales.]

Peru

3. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a un sistema justo e imparcial de evaluación y certificación de la calidad de sus productos, en los planos local, nacional e internacional, y a **decidir a qué rechazar los** mecanismos de certificación establecidos por las empresas transnacionales **o los establecidos o adaptados por su Gobierno.**

Claeys, expert

3. Peasants and other people working in rural areas have the right to a fair and impartial system of evaluation and certification of the quality of their products, at the local, national and international levels, and ~~have the right not to accept certification mechanisms established by transnational corporations~~ **have the right to inspection, certification and guarantee systems that are appropriate for different scales, contexts and modes of production and marketing and to participate in their elaboration**

Article 12. Access to justice

Guatemala, comment: preference for the previous formulation of paragraph 2.

El Salvador, comment: the draft declaration should give an indication of what States need to do to strengthen national human rights institutions and that reference to the Paris Principles could be made.

Sindicato Andaluz de Trabajadores y Trabajadoras, comment

<**Consideramos que** “Los Estados adoptarán debe de adoptar este artículo con especial referencia al acceso a abogados y procuradores por sistemas eficaces de justicia gratuita, en todos los fueros y para todas las personas, independientemente de su situación jurídica.”>

Paragraph 1

EU:

1. ~~Peasants and other people working in rural areas have the right to have access to and prompt decision through just and fair procedures for the resolution of disputes, and to effective remedies for all infringements of their individual and collective rights. Such a decision shall give due consideration to their customs, traditions, rules and legal systems in conformity with human rights standards.~~ **Peasants and other persons working in rural areas should have access to fair procedures for the resolution of disputes, and to effective remedies. They shall have the right to effective and non-discriminatory access to justice. States shall encourage and promote the use of alternative dispute resolution.**

Egypt (report, para. 143)

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to have access to and prompt decision through just and fair procedures for the resolution of disputes, and to effective remedies for all infringements of their individual and collective rights. Such a decision shall give due consideration to their customs, traditions, rules and legal systems in conformity with ~~human rights standards~~ **relevant obligations under international human rights law.**

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a acceder a procedimientos justos y equitativos de solución de controversias en los que se adopten decisiones con prontitud, así como a medidas de reparación efectivas siempre que

se vulneren sus derechos [individuales o colectivos. En esas decisiones se tomarán debidamente en consideración sus costumbres, tradiciones, normas y sistemas jurídicos, de conformidad con las normas de derechos humanos.]

Paragraph 2

Guatemala: reservation

2. [Los Estados permitirán el acceso sin discriminaciones, mediante organismos judiciales y administrativos imparciales y competentes, a medios de solución de controversias, en el idioma de las personas afectadas y que sean oportunos, asequibles y efectivos; asimismo, proporcionarán con prontitud recursos efectivos, que podrían incluir los derechos de apelación, restitución, indemnización, compensación y reparación.]

Chaudhry, expert

2. States shall ~~allow for~~ **provide** non-discriminatory access, through impartial and competent judicial and administrative bodies, to timely, affordable and effective means of resolving disputes in the language of the persons concerned, and shall provide effective and prompt remedies, which may include a right of appeal, restitution, indemnity, compensation and reparation.

Paragraph 3

EU

3. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to legal assistance. States shall consider additional measures for peasants and other people working in rural areas who would otherwise not have access to administrative and judicial services.

LVC India

3. Peasants and other people working in rural areas have the right to legal assistance. States shall ~~consider additional measures~~ **take adequate measures for free legal aid to** ~~for~~ peasants and other people working in rural areas who would otherwise not have access to administrative and judicial services.

Chaudhry, expert

3. Peasants and other people working in rural areas have the right **to remedy, including** legal assistance and **effective legal aid**. States shall consider additional measures for peasants and other people working in rural areas who would otherwise not have access to administrative and judicial services.

Paragraph 4

EU:

4. ~~States shall strengthen the mandates and the functioning of national human rights institutions, in particular in rural areas.~~ **Encourages Member States to establish effective, independent and pluralistic national institutions or, where they already exist, to strengthen them for the promotion and protection of all human rights and fundamental freedoms for all, as outlined in the Vienna Declaration and Programme of Action.**

Guatemala: reservation

4. [Los Estados reforzarán el mandato y el funcionamiento de las instituciones nacionales de derechos humanos en las zonas rurales.]

EU

4. States shall provide peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas with effective mechanisms for the prevention of and redress for any action that has the aim or effect of dispossessing them of their land and natural resources or of depriving them of their means of subsistence and integrity, and for any form of forced sedentarization or population displacement, ~~forced assimilation or integration.~~

Guatemala: reservation

4. [Los Estados proporcionarán a los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales mecanismos eficaces para prevenir y resarcir todo acto que tenga por objeto o consecuencia despojarlos de sus tierras y recursos naturales o privarlos de sus medios de

subsistencia y de su integridad, y toda forma de sedentarización forzada o traslado, asimilación o integración forzados de población.]

Chaudhry, expert

4. States shall provide peasants and other people working in rural areas with effective mechanisms for the prevention of and redress for any action that has the aim or effect of dispossessing them of their land and natural resources or of depriving them of their means of subsistence and integrity, and for any form of forced sedentarization or population displacement, forced assimilation or integration, **as well as people living under foreign or other occupation, and in situations of armed conflict.**

Article 13. Right to work

EU

Article 13. Right to work, **which includes the right of everyone to the opportunity to gain his living by work which he freely chooses or accepts**

ILO

Article 13. Right to **decent** work

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to work, which includes the right to choose freely the way they earn their living.

South Center

1. Peasants and other people working in rural areas, **seasonal and migrant workers**, have the right to work, which includes the right to choose freely the way they earn their living

Paragraph 2

Egypt

2. States shall create an enabling environment with opportunities for work and that provides remuneration allowing for an adequate standard of living for peasants and other people working in rural areas and their families. ~~In States facing high levels of rural poverty and in the absence of employment opportunities in other sectors, States shall take appropriate measures to establish and promote food systems that are sufficiently labour-intensive to contribute to the creation of employment.~~

2 (bis) **In States facing high levels of rural poverty and in the absence of employment opportunities in other sectors, States shall take appropriate measures to establish and promote food systems that are sufficiently labour-intensive to contribute to the creation of employment.**

Guatemala: reservation

2. Los Estados crearán un entorno favorable con oportunidades de trabajo y en el que se ofrezca una remuneración que permita a los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales y a su familia mantener un nivel de vida adecuado. **[Los Estados que registren niveles elevados de pobreza rural y carezcan de oportunidades laborales en otros sectores adoptarán medidas adecuadas para crear y fomentar sistemas alimentarios con una densidad de mano de obra suficiente para contribuir a la creación de empleo.]**

ILO

2. States shall create an enabling environment with opportunities for **decent** work ~~and~~ that provides remuneration allowing for an adequate standard of living for peasants and other people working in rural areas and their families. In States facing high levels of rural poverty and in the absence of employment opportunities in other sectors, States shall take appropriate measures to establish and promote ~~food systems~~ **agricultural markets** that are sufficiently labour- intensive to contribute to the creation of **decent** employment.

Paragraph 3EU

3. States, taking into account the specific characteristics of peasant agriculture and small-scale fisheries, shall monitor compliance with labour legislation by allocating appropriate resources to ensuring the effective operation of labour inspectorates, **as appropriate**, in rural areas.

Chaudhry, expert

3. States, taking into account the specific characteristics of peasant agriculture and small-scale fisheries, shall monitor compliance with labour legislation by allocating appropriate resources to ensuring the effective operation of labour inspectorates in rural areas. **States shall recognise the contribution of women's work and ensure equal pay for work of equal value.**

Paragraph 4ILO

4. No one shall be required to perform forced, bonded or compulsory labour, **be a victim of human trafficking or be held in any other form of contemporary slavery.** States shall, in consultation and cooperation with peasants and other people working in rural areas and their representative organizations, take appropriate measures to protect them from **all forms of contemporary slavery**, ~~economic exploitation~~, including debt bondage of women, men and children, and forced labour of fishers and fish workers, including seasonal and migrant workers.

Chaudhry, expert

4. No one shall be required to perform forced, bonded or compulsory labour. States shall, in consultation and cooperation with peasants and other people working in rural areas and their representative organizations, take appropriate measures to protect them from economic exploitation, including debt bondage of women, men and children, **child labour**, and forced labour of fishers and fish workers, **forest workers** including seasonal and migrant workers. **States shall develop and implement laws to abolish all forms of forced/bonded labour.**

ILO: additional paragraph

4 (bis) **Child labour, defined in the relevant ILO fundamental Conventions as types of work that the child concerned is too young to perform and that interfere with his or her compulsory education, should be prohibited and eliminated. All children under the age of 18 years should be protected from hazardous work or other worst forms of child labour.**

Sindicato Andaluz de Trabajadores y Trabajadoras: Additional paragraph

4 (ter) **Los Estados deberian de tomar medidas a fin de que las regulaciones administrativas no anulen ni limiten arbitrariamente el derecho a trabajar para los temporeros migrantes, y procuren mecanismos de empleo público para aquellos temporeros que por situación de precariedad o marginalización no pudieran acceder a un empleo.**

Article 14. Right to safety and health at workPWESCR, comment

<Please add: Childcare facility in this article. Without child care rural women cannot participate in productive work.

States should provide safe affordable public transport in rural areas to ensure safety of rural women going to work.>

Paragraph 1EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers and of their legal status, **as defined by national legislation**, have the right to work in safe and healthy conditions, to participate in the application and review of safety and health measures, to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees, to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment and health and safety training, to work free from harassment and violence and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health.

ILO

1. Peasants and other people working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers and of their legal status, have the right to work in safe and healthy conditions; to participate in the application and review of safety and health measures; to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees; to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment **at no cost and to adequate information and training on occupational safety and health and safety training, and measures to prevent, reduce and control hazards and risks; to participate and cooperate in exposure monitoring and health surveillance programmes; and, without suffering an adverse employment action for exercising such rights, to report unsafe and unhealthy working conditions, or non-compliance with safety and health regulations or codes of practice;** to work free from harassment and violence and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health.

IUF

1. Peasants and other people working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers and of their legal status, have the right to work in safe and healthy conditions, to participate in the application and review of safety and health measures, to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees, to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment and health and safety training, to work free from harassment, **including sexual harassment**, and violence and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health. **They shall not be placed at any disadvantage as a result removing themselves from danger.**

CSCR-PWESCR

1. Peasants and other people working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers and of their legal status, have the right to work in safe and healthy conditions, to participate in the application and review of safety and health measures, to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees, to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment and health and safety training, to work free from **all forms of harassment including sexual harassment** and violence and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right not to use or to be exposed to agro-chemicals or agricultural or industrial pollutants.

ILO

2. Peasants and other people working in rural areas have the right not to use or to be exposed to ~~agro-chemicals or agricultural or industrial pollutants~~ **hazardous substances or toxic chemicals.**

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right not to use or to be exposed to agro-chemicals, **pesticides**, or agricultural or industrial pollutants

Paragraph 3

India

3. States shall take appropriate measures to protect the above-mentioned rights, and shall in particular designate an ~~authority~~ **appropriate competent authorities** responsible and establish mechanisms for intersectoral coordination, for the implementation of policies and enforcement of national laws and regulations on occupational safety and health in agriculture, the agro-industry and fisheries, provide for corrective measures and appropriate penalties, and establish and support adequate and appropriate systems of inspection for rural workplaces, in accordance with relevant instruments of the International Labour Organization.

ILO

3. In accordance with relevant instruments of the International Labour Organization, States shall take appropriate measures to protect the above-mentioned rights, by establishing and maintaining a national system for occupational safety and health that covers all sectors, includes all workers in the rural economy, irrespective of their gender and employment status, and promotes a national preventive occupational safety and health culture. ~~and shall~~ In particular States shall designate an authority responsible and establish mechanisms for intersectoral coordination, for the implementation of policies and enforcement of national laws and regulations on occupational safety and health in agriculture, the agro-industry and fisheries, provide for corrective measures and appropriate penalties, and establish and support adequate and appropriate systems of inspection for rural workplaces, ~~in accordance with relevant instruments of the International Labour Organization.~~

Paragraph 4

Subparagraph (a)

ILO:

(a) ante **The establishment and maintenance of a reporting system for recording and noting occupational accidents, diseases and dangerous injuries;**

(a) ante **The development and operation of an occupational safety and health education and training system addressing the needs of the rural economy;**

(a) An appropriate national system or any other system approved by the competent authority establishing specific criteria for the importation, classification, packaging, **distribution, and labelling and use** of chemicals used in agriculture, and for their banning or restriction;

Subparagraph (c)

ILO

(c) There is a suitable system for the **tracking, safe** collection, recycling and disposal of chemical waste, obsolete chemicals and empty containers of chemicals so as to ~~avoid~~ **prevent** their use for other purposes and to eliminate or minimize the risks to safety and health and to the environment;

Subparagraph (d)

ILO: additional sub-paragraphs

(d) (bis) **That systems are in place to: prohibit or restrict the use of certain hazardous processes or substances in agriculture; require advance notification and authorization before hazardous processes and substances are used; protect vulnerable workers by specifying whether and under what conditions such workers may be exposed to such processes or substances;**

(d) (ter) **That employers fulfil their duty to provide and maintain safe and healthy workplaces, plant, tools and other working equipment; organize work to prevent, as far as reasonably practicable occupational accidents and diseases; and apply relevant standards, codes and guidelines as prescribed, approved or recognized by the State.**

LVC : additional sub-paragraphs

(d) (quater) **promouvoir et assurer que les technologies, les produits chimiques et les pratiques agricoles ne vont pas mettre en danger la santé et la sécurité dans l'environnement du travail.**

Article 15. Right to food and food sovereignty

FIAN, comment

<FIAN propone que de no ser posible regresar a la versión anterior, se reordenen los párrafos en el Artículo 15 de la versión actual con miras a una clara delimitación de ambos derechos, propuesta que haremos llegar por escrito al grupo de trabajo.>

Switzerland, comment

<On pourrait examiner la possibilité de remplacer le concept de « souveraineté alimentaire » par du langage agréé de l'Objectif 12 de l'Agenda 2030 de développement durable visant à établir des modes de consommation et de production durable.>

EU

Article 15. Right to **adequate** food ~~and food sovereignty~~

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets

Artículo 15. Derecho a la alimentación [y a la soberanía alimentaria]

Peru

Article 15. Right to food and food ~~sovereignty~~ **security**

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to adequate food and the fundamental right to be free from hunger. This includes the right to produce food and the right to adequate nutrition, which guarantee the possibility of enjoying the highest degree of physical, emotional and intellectual development.

Paragraph 2

EU: delete paragraph 2

2. {Peasants and other people working in rural areas have the right to food sovereignty. Food sovereignty is the right of peoples to healthy and culturally appropriate food produced by means of socially just and ecologically sensitive methods. It entails the right to participate in decision-making and to determine one's own food and agriculture systems. }

Guatemala: reservation

2. [Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a la soberanía alimentaria. La soberanía alimentaria es el derecho de los pueblos a una alimentación saludable y culturalmente apropiada, producida mediante métodos socialmente justos que tengan en cuenta consideraciones ecológicas. Entraña el derecho a participar en la toma de decisiones y a definir los propios sistemas de alimentación y agricultura.]

Peru

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to food ~~sovereignty~~ **security**. Food ~~sovereignty~~ **security** is the right of peoples to healthy and culturally appropriate food produced by means of socially just and ecologically sensitive methods. It entails the right to participate in decision-making and to determine one's own food and agriculture systems.

Paragraph 3Egypt

3. States shall formulate, in partnership with peasants and other people working in rural areas, public policies to advance and protect **food security [or] food sufficiency** at the local, national, regional and international levels, and mechanisms for ensuring coherence with other agricultural, economic, social, cultural and development policies.

EU

3. States shall formulate, in partnership with peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, public policies to advance and protect ~~food sovereignty~~ **adequate food** at the local, national, regional and international levels, and mechanisms for ensuring coherence with other agricultural, economic, social, cultural and development policies.

Guatemala: reservation

3. [Los Estados, en asociación con los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales, formularán políticas públicas para promover y proteger la soberanía alimentaria a nivel local, nacional, regional e internacional, así como mecanismos para garantizar la coherencia con otras políticas agrícolas, económicas, sociales, culturales y de desarrollo.]

India

3. States shall formulate, in partnership with peasants and other people working in rural areas, public policies to advance and protect ~~food sovereignty~~ **the right to food and to be free from hunger** at the local, national, regional and international levels, and mechanisms for ensuring coherence with other agricultural, economic, social, cultural and development policies.

Peru

3. States shall formulate, in partnership with peasants and other people working in rural areas, public policies to advance and protect food ~~sovereignty~~ **security** at the local, national, regional and international levels, and mechanisms for ensuring coherence with other agricultural, economic, social, cultural and development policies.

Paragraph 4EU

4. States shall ensure that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas enjoy ~~the right to~~ physical and economic access at all times to sufficient ~~and~~ adequate ~~and culturally acceptable~~ food that is produced and consumed sustainably and equitably, preserving access to food for future generations, and that ensures a physically and mentally fulfilling and dignified life for them, individually and collectively.

Guatemala: reservation

4. Los Estados velarán por que los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales gocen del derecho a acceder [material y económicamente], en todo momento, a una alimentación adecuada [y culturalmente aceptable] que se produzca y se consuma de manera sostenible y equitativa, preservando así el acceso a la alimentación para las generaciones futuras, y que les garantice una vida digna y satisfactoria tanto física como mentalmente[, de manera individual y colectiva.]

Switzerland

4. States shall ensure that peasants and other people working in rural areas enjoy the right to physical and economic access at all times to sufficient **and** adequate ~~and culturally acceptable~~ food that is produced and consumed sustainably and equitably, preserving access to food for future generations, and that ensures a physically and mentally fulfilling and dignified life for them, individually and collectively.

Paragraph 5Chaudhry, expert

5. States shall take appropriate measures to combat malnutrition in rural children **and women**, including within the framework of primary health care through, inter alia, the application of readily available technology and the provision of adequate nutritious food

and by ensuring that women have adequate nutrition during pregnancy and lactation. States shall also ensure that all segments of society, in particular parents and children, are informed, have access to nutritional education and are supported in the use of basic knowledge on child nutrition and the advantages of breastfeeding.

5 (bis) **States should take measures to prevent discrimination in access to food and means of food production.**

Article 16. Right to a decent income and livelihood and the means of production

EU

Article 16. Right to a decent income and livelihood and **access to** the means of production

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets

Artículo 16 Derecho a unos ingresos y unos medios de vida dignos [y a los medios de producción]

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to a decent income and livelihood for themselves and their families, and **access** to the means of production necessary to achieve them, including production tools, technical assistance, credit, insurance and other financial services. They have also the right to use ~~individually and collectively~~ traditional ways of farming, fishing and livestock rearing, and to develop community-based commercialization systems.

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a unos ingresos y unos medios de vida dignos para sí mismos y para su familia[, y a disponer de los medios de producción necesarios para obtenerlos, entre ellos] las herramientas de producción, la asistencia técnica, los créditos, los seguros y otros servicios financieros. Tienen también derecho a emplear[, individual y colectivamente,] métodos tradicionales de agricultura, pesca y ganadería, y a desarrollar sistemas de comercialización comunitarios.

Suarez Franco, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to a decent income and livelihood for themselves and their families, and **access** to the means of production necessary to achieve them, including production tools, technical assistance, credit, insurance and other financial services. They have also the right to use ~~individually and collectively~~ **alone and in association with others/community** traditional ways of farming, fishing and livestock rearing, and to develop community-based commercialization systems

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to a decent income and livelihood for themselves and their families, and to the means of production necessary to achieve them, including production tools, technical assistance, credit, insurance and other financial services. They have also the right to use individually and collectively traditional ways of farming, fishing and livestock rearing, **forestry**, and to develop community-based commercialization systems.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to the means of transportation, and processing, drying and storage facilities necessary for selling their products on local, national, and regional markets at prices that guarantee them a decent income and livelihood.

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to the means of transportation, and processing, drying and storage facilities necessary for selling their products on local, national, and regional markets at prices that guarantee them a decent income and livelihood, and **fair wages for agricultural workers**.

Paragraph 3

EU

3. States shall take appropriate measures to strengthen and support local, national and regional markets in ways that facilitate, and ensure that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have, full and equitable access and participation in these markets to sell their products at prices that allow them and their families to attain an adequate standard of living. ~~Prices should be set through a fair and transparent process that involves peasants and other people working in rural areas and their organizations.~~

Guatemala: reservation

3. Los Estados adoptarán medidas adecuadas para reforzar y apoyar los mercados locales, nacionales y regionales, en formas que faciliten y garanticen que los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tengan acceso pleno y equitativo a esos mercados y participen de igual manera en ellos para vender sus productos a unos precios que les permitan, a ellos y a su familia, alcanzar un nivel de vida adecuado. **[Los precios se fijarán mediante un proceso justo y transparente en el que participen los agricultores y otras personas que trabajan en las zonas rurales, así como sus organizaciones.]**

FIAN

3. States shall take appropriate measures to strengthen and support local, national and regional markets in ways that facilitate, and ensure that peasants and other people working in rural areas have, full and equitable access and participation in these markets to sell their products at prices that allow them and their families to attain an adequate standard of living. Prices should be set through a fair and transparent process that involves peasants and other people working in rural areas and their organizations. **These prices are set through a fair and transparent process involving all the actors of the sector, including peasant, consumer and agricultural** [sic].

3.(bis) **States shall, together, modify the current rules of agricultural international trade, so that they can comply with the obligations stated in paragraph 2 through appropriate agricultural and trade policies, and implement food sovereignty**

LVC

3. States shall take appropriate measures to strengthen and support **territorial**, local, national and regional markets **as public utility services** in ways that facilitate, and ensure that peasants and other people working in rural areas have, full and equitable access and participation in these markets to sell their products at prices that allow them and their families to attain an adequate standard of living. Prices should be set through a fair and transparent process that involves peasants and other people working in rural areas and their organizations.

Paragraph 4

ILO

4. States shall take all measures to ensure that their rural development, **employment, social protection**, agricultural, environmental, trade and investment policies and programmes contribute effectively to strengthening local livelihood options and to the transition to environmentally sustainable modes of agricultural production. States shall stimulate agroecological, organic and sustainable production whenever possible, and facilitate direct farmer-to-consumer sales. **They should also promote decent non-farm employment opportunities in the rural economy.**

Chaudhry, expert

4. States shall take all measures to ensure that their rural development, agricultural, environmental, trade and investment policies and programmes contribute effectively to **protecting and** strengthening local livelihood options and to the transition to environmentally sustainable modes of agricultural production. States shall stimulate

agroecological, organic and sustainable production whenever possible, and facilitate direct farmer-to-consumer sales.

Paragraph 5

Guatemala: reservation

5. Los Estados adoptarán las medidas adecuadas para reforzar la resiliencia de los campesinos frente a los desastres naturales y otras graves perturbaciones [, como los fallos del mercado.]

LVC

5. States shall take appropriate measures to strengthen the resilience of peasants against natural disasters and other severe disruptions, such as market failures **by creating agricultural compensation funds.**

ILO: additional paragraph

5 (bis) **States shall take appropriate measures to ensure payment of decent wages for all workers in agriculture, including migrant and seasonal workers, who regardless of their contractual arrangements or legal status are in an employment relationship on plantations and farms, in aquaculture and in agro-industrial enterprises. The payment should be made directly to the worker, in cash, and on a regular basis and in accordance with national laws and regulations and in line with the relevant international labour standards.**

IUF: additional paragraph

5 (ter) **States shall take appropriate measures to ensure payment of decent wages for all employed in agriculture. The payment should be made on a regular basis and in accordance with national laws and regulations and in line with the international labour standards.**

Article 17. Right to land and other natural resources

Geneva Academy, comment

<In defining the right to land and other natural resources in the UN Declaration, negotiators should include the following core elements of this right, possibly using agreed language found in other international instruments, including the CEDAW Convention, the UN Declaration on the rights of indigenous peoples, the Tenure Guidelines, and the Small-Scale Fisheries Guidelines>

EU

Article 17. ~~Right~~ **Access** to land and other natural resources

Peru

Artículo 17: Derecho a la tierra y **al aprovechamiento de los** otros recursos naturales

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** living in rural areas **should** have **access**, ~~individually and collectively,~~ to the lands, water bodies, coastal seas, fisheries, pastures and forests that they need to achieve an adequate standard of living, to have a place to live in security, peace and dignity and to develop their cultures.

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets.

1. Los campesinos y otras personas que viven en zonas rurales tienen derecho[, individual y colectivamente,] a las tierras, las masas de agua, las aguas costeras, las pesquerías, los pastos y los bosques que necesitan para alcanzar un nivel de vida adecuado, tener un lugar para vivir en seguridad, paz y dignidad y desarrollar su cultura.

Peru

1. Los campesinos y otras personas que viven en zonas rurales tienen derecho, individual y colectivamente, a las tierras **de su posesión o propiedad y al aprovechamiento de los recursos naturales en dichas tierras en el marco de las**

consideraciones previstas en sus legislaciones nacionales a fin de procurarse ~~las masas de agua, las aguas costeras, las pesquerías, los pastos y los bosques que necesitan para alcanzar~~ un nivel de vida adecuado, tener un lugar para vivir en seguridad, paz y dignidad y desarrollar su cultura.

Paragraph 4

EU

4. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to be protected against arbitrary displacement from their land or place of habitual residence, or from other natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions. States shall incorporate protections against displacement into domestic legislation that are consistent with international human rights and humanitarian law standards. States shall prohibit forced eviction, the demolition of houses, the destruction of agricultural areas and the arbitrary confiscation or expropriation of land and other natural resources, including as a punitive measure or as a means or method of war.

Chaudhry, expert: additional paragraphs

4 (bis) **Adequate and human rights-based impact assessments must be conducted before any project requiring the acquisition of land is sanctioned.**

4 (ter) **'Public purpose' must be defined as that which results in the improved welfare and wellbeing of all, including the communities from whom land is being acquired.**

4 (quarter) **Land of equal or commensurate quality and value must be provided to each affected family, irrespective of the tenure status they possess.**

4 (quinquies) **The full free and prior informed consent of affected communities must be taken before acquiring land for any public purpose project.**

4 (sexies) **All land acquisition laws must adhere to international human rights standards and norms and must ensure the protection of human rights of peasants and other people working in rural areas, in compliance with this declaration.**

Paragraph 5

EU

5. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right, ~~individually or collectively,~~ to return to the land and to have restored their access to the natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, of which they were arbitrarily or unlawfully deprived, or to receive just and fair compensation when their return is not possible. States shall take measures to restore access to land and other natural resources to those peasants and other people working in rural areas that have been displaced by natural disasters and/or armed conflict.

Guatemala: reservation

5. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho[, individual o colectivamente,] a regresar a la tierra y a que se les devuelva el acceso a los recursos naturales utilizados en sus actividades y necesarios para el disfrute de condiciones de vida adecuadas, y de los que hayan sido privados arbitraria o ilegalmente, o a recibir una indemnización justa y equitativa cuando no sea posible su regreso. Los Estados adoptarán medidas para restablecer el acceso a la tierra y a otros recursos naturales a los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales que hayan sido desplazados a causa de desastres naturales o conflictos armados.

LVC

5. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, individuellement ou collectivement, de revenir sur les terres et d'accéder de nouveau aux ressources naturelles qu'ils utilisent dans leurs activités et nécessaires pour jouir de conditions de vie adéquates, dont ils ont été arbitrairement ou illégalement privés, ou de recevoir une indemnisation juste et équitable si leur retour n'est pas possible. Les États prendront des mesures pour permettre aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales qui ont été déplacés suite **à un besoin de réalisation de projet d'intérêt**

public ou privé, à une catastrophe naturelle et/ou à un conflit armé d'avoir accès à nouveau à leurs terres et autres ressources naturelles, ou à des terres et ressources naturelles de valeur agronomique équivalente que ce qu'ils ont perdu, ainsi qu'une indemnisation juste et équitable pour les travaux indispensables à la reprise des activités agricoles ou de recevoir une indemnisation juste et équitable si leur retour n'est pas possible, ou de recevoir une indemnisation juste et équitable si leur retour n'est pas possible.

Chaudhry, expert

5. Peasants and other people working in rural areas have the right, individually or collectively, to return to the land and to have restored their access to the natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, of which they were arbitrarily or unlawfully deprived, or to receive just and fair compensation, **based on international guidelines and standards**, when their return is not possible. States shall take measures to restore access to land and other natural resources to those peasants and other people working in rural areas that have been displaced by natural disasters and/or armed conflict as well as **development/infrastructure/public purpose projects**.

Paragraph 6

EU

6. States ~~shall carry out~~ **can decide to implement, when appropriate**, redistributive agrarian reforms in order to facilitate broad and equitable access to land and other natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, particularly to young people and landless persons, and to promote inclusive rural development. Redistributive reforms must guarantee equal access of men and women to land, fisheries and forests, and shall limit excessive concentration and control of land, taking into account its social function. Landless peasants, small-scale fishers and other rural workers should be given priority in the allocation of public lands, fisheries and forests.

Guatemala: reservation

6. [Los Estados llevarán a cabo reformas agrarias redistributivas para facilitar el acceso amplio y equitativo a la tierra y otros recursos naturales utilizados en sus actividades y necesarios para disfrutar de condiciones de vida adecuadas, en particular de los jóvenes y las personas sin tierra, y para promover un desarrollo rural inclusivo. Las reformas redistributivas deben garantizar a hombres y mujeres el acceso a la tierra, las pesquerías y los bosques en condiciones de igualdad, y limitar la concentración y el control excesivos de la tierra, teniendo en cuenta su función social. Debe darse prioridad a los campesinos y otros trabajadores rurales sin tierras y a los pequeños pescadores en la asignación de tierras, pesquerías y bosques de titularidad pública.]

ROK

6. States **shall introduce domestic legislation** ~~shall carry out redistributive agrarian reforms~~ in order to facilitate broad and equitable access to land and other natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, particularly to young people and landless persons, and to promote inclusive rural development. **State should** ~~Redistributive reforms must~~ guarantee equal access of men and women to land, fisheries and forests, and shall limit excessive concentration and control of land, taking into account its social function. Landless peasants, small-scale fishers and other rural workers should be given priority **to access to** ~~in the allocation of~~ public lands, fisheries and forests.

Chaudhry, expert

6. States shall carry out **human rights-based** redistributive agrarian reforms in order to facilitate broad and equitable access to land and other natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, particularly to **women**, young people and landless persons, and to promote inclusive rural development. Redistributive reforms must guarantee equal access of men and women to land, fisheries and forests, and shall limit excessive concentration and control of land, taking into account its social function. **Historically discriminated groups and communities**, Landless peasants, small-scale fishers and other rural workers **and women** should be given priority in the allocation of public lands, fisheries and forests.

Article 18. Right to a safe, clean and healthy environment

EU

Article 18. ~~Right~~ **Access** to a safe, clean and healthy environment

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas ~~have the right~~ **should have access** to a safe, clean and healthy environment.

Switzerland

1. ~~Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à un environnement sûr, propre et sain.~~ Les États adopteront un cadre normatif efficace pour assurer la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable, y compris pour ce qui est de la biodiversité et des écosystèmes.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to **contribute to** the conservation and protection of the environment and the productive capacity of their lands or territories and resources. States shall protect that right and take appropriate measures to ensure its full realization for peasants and other people working in rural areas, without discrimination.

Guatemala: reservation

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a la conservación y protección del medio ambiente y de la capacidad productiva de sus tierras [o territorios y recursos]. Los Estados protegerán ese derecho y adoptarán las medidas apropiadas para garantizar su plena efectividad a los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales, sin discriminación.

Golay, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to the conservation and protection of the environment and the productive capacity of their lands or territories and resources **that they use, manage and control**. States shall protect that right and take appropriate measures to ensure its full realization for peasants and other people working in rural areas, without discrimination.

Paragraph 3

EU

3. States shall comply with their international obligations to combat climate change. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to contribute to the design and implementation of national and local climate change adaptation and mitigation policies, including through the use of practices and traditional knowledge.

Paragraph 4

EU

4. States shall ~~take effective measures~~ **comply with their international obligations** to ensure that no hazardous ~~materials~~ **wastes** or substances are stored or disposed of on the land or territories of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas ~~without their free, prior and informed consent~~, and shall cooperate to address the threats to the enjoyment of their rights that result from transboundary environmental harm.

Guatemala: reservation

4. Los Estados adoptarán medidas eficaces para garantizar que no se almacenen sustancias o materiales peligrosos ni se viertan en las tierras o territorios de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales sin su [consentimiento libre, previo e informado] y cooperarán para hacer frente a las amenazas al disfrute de sus derechos resultantes de los daños ambientales transfronterizos.

LVC

4. States shall take effective measures to ensure that no hazardous materials or substances, **weapons and ammunitions that could affect biodiversity and the safe or productive use of land**, are stored or disposed of on the land or territories of peasants and other people working in rural areas without their free, prior and informed consent, and shall cooperate to address the threats to the enjoyment of their rights that result from transboundary environmental harm **and to enforce the responsibility of polluter to restore.**

Paragraph 5EU

5. States shall protect peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas against abuses by non-State actors, including by enforcing environmental laws that contribute, directly or indirectly, to the protection of the rights of peasants or other people working in rural areas.

Article 19. Right to seedsPeru, comment

<Debe especificarse que deben excluirse del ámbito de regulación de este artículo las especias alimenticias y forrajes incluidos en el anexo I del Tratado Internacional sobre los Recursos Filogenéticos para la Alimentación y la Agricultura.>

RIDH, comment

<Este artículo se refiere al derecho a las semillas; es necesario ampliar el concepto e incluir el derecho a la riqueza zoogenética.>

EU

Article 19. ~~Right~~ **Access** to seeds

BESH

Article 19: Right to seeds **and to breeds**

RIDH

Artículo 19: Derecho a ~~las semillas~~ **la riqueza genética**

Guatemala: reservation to the whole article

Switzerland: Replace the whole article with article 9 of ITPRGFA

1. **States shall recognize the enormous contribution that the local and indigenous communities and farmers of all regions of the world, particularly those in the centres of origin and crop diversity, have made and will continue to make for the conservation and development of plant genetic resources which constitute the basis of food and agriculture production throughout the world.**

2. **States shall agree that the responsibility for realizing Farmers' Rights, as they relate to plant genetic resources for food and agriculture, rests with national governments. In accordance with their needs and priorities, each Contracting Party should, as appropriate, and subject to its national legislation, take measures to protect and promote Farmers' Rights, including:**

- a) **protection of traditional knowledge relevant to plant genetic resources for food and agriculture;**
- b) **the right to equitably participate in sharing benefits arising from the utilization of plant genetic resources for food and agriculture; and**
- c) **the right to participate in making decisions, at the national level, on matters related to the conservation and sustainable use of plant genetic resources for food and agriculture.**

3. **Nothing in this Article shall be interpreted to limit any rights that farmers have to save, use, exchange and sell farm-saved seed/propagating material, subject to national law and as appropriate.**

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas should have ~~the right~~ **access** to seeds, including:

Chile

1. Peasants and other people working in rural areas have ~~the right~~ **access** to seeds **subject to national legislation**, including:

Subparagraph (a)

EU: delete 1 (a)

(a) {The right to the protection of traditional knowledge relevant to plant genetic resources for food and agriculture;}

Subparagraph (d)

ROK

(d) The right to save, use, exchange and sell farm-saved seed or propagating material, **in accordance with domestic and international regulations and obligations.**

Peru

(d) El derecho a conservar, utilizar, intercambiar y vender semillas o material de multiplicación **cuando sean actividades realizadas entre ellos mismos y para su propio consumo en el territorio de su país de origen y estén basadas en las prácticas tradicionales y usos del lugar** ~~conservados en las explotaciones agrícolas.~~

LVC

(d) Le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre **leurs** ~~des~~ semences de ferme ou **leur** ~~de~~ matériel de multiplication.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas ~~have the right~~ **should be able** to maintain, control, protect and develop their seeds and traditional knowledge.

Paragraph 3

EU: delete paragraph 3

3. {States shall respect, protect and fulfil the right to seeds, and recognize it in their national legislation.}

Paragraph 7

EU

7. States shall ensure that agricultural research and development ~~is oriented towards~~ **duly takes into account** the needs of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas; they shall ensure their active participation in the definition of priorities and the undertaking of research and development, take into account their experience, and increase investment into research and development of orphan crops and seeds that respond to the needs of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas.

Paragraph 8

EU

8. States shall ensure that seed policies, plant variety protection and other intellectual property laws, certification schemes and seed marketing laws respect the rights of peasants; ~~in particular the right to seeds~~, and take into account their needs and realities.

CETIM : additional paragraphs

8 (bis) **Les États doivent appuyer/soutenir les banques de semences paysannes, les conservations *in situ* et le développement des semences paysannes.**

8 (ter) **Les États doivent prendre des mesures pour réglementer les activités des acteurs non-étatiques tels que les sociétés transnationales agroalimentaires.**

Article 20. Right to biological diversity

EU

Article 20. ~~Right to~~ **Biological diversity**

Switzerland, comment

<De l'avis de ma délégation, quelques éléments des articles 20 et 26 sont répétitifs. Par ailleurs on constate que les concepts des « savoirs traditionnels associés » et de « savoir traditionnel » sont parfois utilisés de manière inconsistante dans le texte relatif à d'autres instruments négociés dans d'autres fora des Nations Unies.

La Suisse propose de prendre comme base de discussion l'article 9.2.a du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture qui décrit « le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ».>

Geneva Academy, comment

< - Peasants' rights to save, exchange, donate, sell, use and reuse farm-saved seeds of peasants' varieties, and to maintain, control, protect and develop these seeds and property over these seeds (and states obligations to protect these rights in their national laws)

- States' obligations to respect, protect and promote peasant seed systems

- States' obligation to support research and development that contribute to the full realization of peasants' right to seeds, including by ensuring the active participation of peasants in research and development, and by investing more into research on and development of orphan crops and seeds that respond to the needs of peasants in developing countries

- Peasants' rights to save, use, exchange and sell at local level (but not commercialize) farm-saved seeds of varieties protected by intellectual property rights.>

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right, ~~individually or collectively,~~ to conserve, maintain and sustainably use and develop biological diversity and associated knowledge, including in agriculture, fishing and livestock. They also have the right to maintain their traditional agrarian, pastoral and agroecological systems upon which their subsistence and the renewal of agricultural biodiversity depend.

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho[, a título individual o colectivo,] a conservar, mantener y desarrollar y utilizar de manera sostenible la diversidad biológica y los conocimientos conexos, en particular en la agricultura, la pesca y la ganadería. También tienen derecho a mantener sus sistemas tradicionales de agricultura, pastoreo y agroecología de los que dependen su subsistencia y la renovación de la biodiversidad agrícola.

Switzerland

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, individuellement ou collectivement, de préserver, de maintenir et d'utiliser et de développer durablement la diversité biologique et les savoirs connexes, touchant notamment à l'agriculture, **à la foresterie**, à la pêche et à l'élevage. Ils ont aussi le droit de perpétuer leurs systèmes agraires, pastoraux et agroécologiques traditionnels, dont dépendent leur subsistance et le renouvellement de la biodiversité agricole.

Peru

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho, a título individual o colectivo, a conservar, mantener y desarrollar y utilizar de manera sostenible la diversidad biológica y los conocimientos conexos, en particular en la agricultura, la pesca y la ganadería. También tienen derecho a mantener sus sistemas tradicionales de agricultura, pastoreo y agroecología de los que dependen su subsistencia y la renovación de la biodiversidad agrícola, **y a la conservación de los ecosistemas en que estos procesos se desarrollan.**

WFFP

1. Peasants and other people working in rural areas have the right, individually or collectively, to conserve, maintain and sustainably use and develop biological diversity and associated knowledge, including in agriculture, fishing and livestock. They also have the right to maintain their traditional agrarian, pastoral and agroecological systems upon which their subsistence and the renewal of ~~agricultural~~ biodiversity depend.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right, individually or collectively, to conserve, maintain and sustainably use and develop biological diversity and associated knowledge, including in agriculture, fishing, **forestry**, and livestock. They also have the right to maintain their traditional agrarian, pastoral and agroecological systems upon which their subsistence and the renewal of agricultural biodiversity depend.

Paragraph 2EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to protect their associated traditional knowledge, innovation and practices relevant to the conservation and sustainable use of biological diversity.

Paragraph 3EU: delete paragraph 3

3. {States shall take appropriate measures, in compliance with their obligations under relevant international agreements, to prevent the depletion and ensure the conservation and sustainable use of biodiversity and genetic resources, and for the protection and promotion of relevant traditional knowledge of peasants and other people working in rural areas, and their equitable participation in benefit-sharing arising from the use of these resources.}

LVC

3. Les États prendront les mesures requises, dans le respect des obligations leur incombant en vertu des accords internationaux pertinents **concernant les droits humains**, pour prévenir l'épuisement et assurer la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et des ressources génétiques et pour assurer la protection et la promotion des savoirs traditionnels pertinents des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ainsi que la participation équitable de ceux-ci à la répartition des avantages découlant de l'usage de ces ressources.

Paragraph 4EU

4. States shall regulate, prevent and reduce risks of violation of the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas arising from the development, handling, transport, use, transfer or release of any living modified organisms.

LVC

4. Les États régleront, préviendront et ~~réduiront~~ **éviteront** les risques de violation des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales inhérents au développement, à la manipulation, au transport, à l'utilisation, au transfert ou à l'introduction de tout organisme vivant modifié.

Chaudhry, expert: additional paragraph

4 (bis) **States should help prevent ‘biopiracy’ and take measures to protect traditional knowledge and plant genetic resources/biodiversity from being appropriated and misused for profit by companies, especially through the process of obtaining patents on indigenous and local knowledge of peasants and other people working in rural areas.**

Article 21. Rights to water and to sanitation

Switzerland

Article 21 : ~~Droit~~ **Droits** à l’eau **potable** et à l’assainissement

Guatemala: **reservation to the whole article and the parts indicated in brackets**

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the human rights to safe and clean drinking water and to sanitation, which are essential for the full enjoyment of life and all human rights. They also have the right to water supply systems and sanitation facilities that are of good quality, affordable and physically accessible, and non-discriminatory and acceptable in cultural and gender terms.

South Africa

1. Peasants and other people working in rural areas have the human rights to safe and clean drinking water and to sanitation, which are essential for the full enjoyment of life, ~~and~~ all human rights, **and human dignity**. They also have the right to water supply systems and sanitation facilities that are of good quality, affordable and physically accessible, and non-discriminatory and acceptable in cultural and gender terms.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to water for farming, fishing and livestock ~~people~~ **persons** and to securing other water-related livelihoods. They have the right to equitable access to water and water management systems, and to be free from arbitrary disconnections or the contamination of water supplies.

Peru

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho al **aprovechamiento del** agua para la agricultura, la pesca y la ganadería y a asegurar otros medios de subsistencia relacionados con el agua. Tienen derecho a un acceso equitativo al agua y a los sistemas de gestión de los recursos hídricos, y a no sufrir cortes arbitrarios o contaminación del suministro.

ILO and IUF

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to water for farming, fishing and livestock keeping and to securing other water-related livelihoods. They have the right to equitable access to water and water management systems, and to be free from arbitrary disconnections or the contamination of water supplies. **Rural workers have the right to free, potable water at their place of work.**

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to water for farming, fishing and livestock keeping and to securing other water-related livelihoods. They have the right to equitable access to water and water management systems, and to be free from arbitrary disconnections, **privatization of their water resources**, or the contamination of water supplies.

Paragraph 3

EU

3. States shall respect, protect and ensure access to water, including in customary and community-based water management systems, on a non-discriminatory basis, and shall take measures to **endeavour to** guarantee affordable water for personal, domestic and productive uses, and improved sanitation, in particular for **persons belonging to** disadvantaged or marginalized groups, such as nomadic pastoralists, workers on plantations, migrants, regardless of their legal status **and as defined by national legislation**, and persons living in irregular or informal settlements.

Switzerland

3. Les États respecteront, protégeront et garantiront l'accès à l'eau, y compris dans les systèmes coutumiers et communautaires de gestion de l'eau, sur une base non discriminatoire, et ils prendront des mesures pour garantir l'accès à un coût abordable à l'eau à des fins personnelles, domestiques et productives, et à des installations d'assainissement améliorées, notamment pour les groupes défavorisés ou marginalisés, comme les éleveurs nomades, les travailleurs des plantations, les migrants sans considération de leur statut juridique, et les personnes vivant dans des zones d'habitation informelles ou illégales. **Les États promouvoir des technologies appropriées et à un coût abordable, notamment des technologies d'irrigation, de réutilisation des eaux usées traitées, et de collecte et de stockage de l'eau.**

Chaudhry, expert

3. States shall respect, protect and ensure access to water, including in customary and community-based water management systems, on a non-discriminatory basis, and shall take measures to guarantee affordable water for personal, domestic and productive uses, and improved sanitation, in particular for disadvantaged or marginalized groups, such as nomadic pastoralists, workers on **farms, forests, fisheries, and** plantations, **landless persons**, migrants, regardless of their legal status, and persons living in irregular or informal settlements. **Special measures should be taken to respect, protect, and fulfil the rights to adequate water and sanitation for rural women and girls, including at places of work and education**

Paragraph 4

Switzerland

4. States shall **protect and restore water-related ecosystems, including mountains, forests, wetlands, rivers, aquifers and lakes** ~~protect and ensure the regeneration of natural water resources, watersheds, aquifers and surface water sources, including wetlands, ponds, lakes, rivers and streams,~~ from overuse and contamination by harmful substances, in particular by industrial effluent and concentrated minerals and chemicals that result in slow and fast poisoning.

Paragraph 5

EU

5. States shall prevent third parties from impairing the enjoyment of the right to water of peasants and other ~~people~~ **persons** living in rural areas. States shall prioritize water use for human needs, small-scale food production, ecosystem needs and cultural use before other uses.

Guatemala: reservation

5. [Los Estados impedirán a terceros que menoscaben el disfrute del derecho al agua de los campesinos y otras personas que viven en las zonas rurales. Darán prioridad al uso del agua para atender a las necesidades humanas, para la producción de alimentos en pequeña escala, para las necesidades de los ecosistemas y para usos culturales.]

Chaudhry, expert

5. States shall prevent third parties from impairing the enjoyment of the right to water of peasants and other people living in rural areas, **including by diversion of water resources/bodies and their commercial exploitation**. States shall prioritize water use for human needs, small-scale food production, ecosystem needs and cultural use before other uses **and respect customary rights to water resources, including coastal areas and rivers.**

5 (bis) **States shall take measures to protect the rights of rural communities to disaster risk reduction and preparedness, including with regard to desertification and drought, which impact their rights to water and sanitation.**

Article 22. Right to social security

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to social security, including social insurance. They also have the right to enjoy fully all social security rights established under applicable international and domestic labour law

Paragraph 2

EU

2. Migrant workers in rural areas shall, ~~regardless of their legal status,~~ enjoy equality of treatment with regard to social security.

Panama: **delete paragraph 2**

2. {Migrant workers in rural areas shall, regardless of their legal status, enjoy equality of treatment with regard to social security.}

ILO

2. Migrant workers in rural areas shall, regardless of their legal status, enjoy equality of treatment **with nationals in** social security.

Paragraph 3

EU

3. States shall recognize the rights of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas to social security, including social insurance, and, in accordance with national circumstances, should establish or maintain their social protection floors comprising basic social security guarantees. The guarantees should ensure at a minimum that, over the life cycle, all in need have access to essential health care and to basic income security, which together secure effective access to goods and services defined as necessary at the national level.

ILO

3. States shall recognize the rights of peasants and other people working in rural areas to social security, including social insurance, and, in accordance with national circumstances, should establish or **strengthen** their social protection floors comprising basic social security guarantees. The guarantees should ensure at a minimum that, over the life cycle, all in need have access to essential health care and to basic income security, which together secure effective access to goods and services defined as necessary at the national level.

Chaudhry, expert

3. States shall recognize the rights of peasants and other people, **including of women,** working in rural areas to social security, including social insurance, and, in accordance with national circumstances, should establish or maintain their social protection floors comprising basic social security guarantees. The guarantees should ensure at a minimum that, over the life cycle, all in need have access to essential health care and to basic income security, which together secure effective access to goods and services defined as necessary at the national level.

Paragraph 4

ILO

4. Basic social security guarantees should be established by law. They should promote non-discrimination, be responsive to special needs and be socially inclusive and include workers in the informal economy. Impartial, transparent, effective, accessible and

affordable grievance and appeal procedures should also be specified. Systems should be in place to enhance compliance with national legal frameworks.

Article 23. Right to health

EU

Article 23. Right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental ~~to~~ health

LVC

Article 23. Right to **adequate** health

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health. They also have the right to have access, without any discrimination, to all social and health services.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health. They have also the right to ~~have~~ access, without any discrimination, ~~to~~ all social and health services.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to use and protect their traditional medicines and to maintain their health practices, including access to and conservation of their plants, animals and minerals for medicinal use.

Paragraph 3

ILO

3. States shall guarantee access to health facilities, goods and services in rural areas on a non-discriminatory basis, especially for groups in vulnerable situations, access to essential medicines, immunization against major infectious diseases, reproductive health, information concerning the main health problems affecting the community, including methods of preventing and controlling them, maternal and child health care, as well as **decent working conditions and** training for health personnel, including education on health and human rights.

Chaudhry, expert

3. States shall guarantee access to health facilities, goods and services in rural areas on a non-discriminatory basis, especially for **women, children**, groups in vulnerable situations, access to essential medicines, immunization against major infectious **and chronic** diseases, reproductive health, information concerning the main health problems affecting the community, including methods of preventing and controlling them, maternal and child health care, as well as training for health personnel, including education on health, **gender**, and human rights.

Article 24. Right to adequate housing

Guatemala: reservation to the whole article

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to adequate housing. They have the right to sustain a secure home and community in which to live in peace and dignity.

South Africa

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to adequate housing. They have the right to sustain a secure home and community in which to live in peace and dignity **and the right to non-discrimination in this context.**

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to adequate housing, which is ~~They have~~ the right to sustain **a safe and** secure home and community in which to live in peace and dignity. **Adequate housing includes the elements of legal security of tenure, affordability, accessibility, appropriate location, habitability, availability of services, materials, facilities and infrastructure, and cultural adequacy. Adequate housing should also incorporate building standards to provide disaster-resistance.**

1 (bis) **States shall take measures to ensure that peasants and other people working in rural areas are provided with legal security of tenure over their homes and lands. Secure tenure titles should be provided in the names of women.**

Paragraph 2EU

289. 2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to be protected against forced eviction from their home, harassment and other threats.

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to be protected against the destruction/demolition of their homes as well as from forced eviction from their home, harassment, **dispossession, violence, and** other threats. **States shall not, either temporarily or permanently, remove peasants or other people working in rural areas against their will from the homes or land that they occupy without providing or affording access to appropriate forms of legal or other protection.**

2 (bis) **States should focus on in situ upgrading of rural housing, with the active participation and full and free prior informed consent of peasants and other people living and working in rural areas to ensure the progressive realization of their human right to adequate housing.**

2 (ter) **When possible, the right of return of peasants and other people working in rural areas, will be protected and guaranteed by the state. This includes facilitating the return of displaced individuals and communities to their original habitats with security and dignity.**

Paragraph 3EU

3. States shall not, either temporarily or permanently, remove peasants or other ~~people~~ **persons** working in rural areas against their will from the homes or land that they occupy without providing or affording access to appropriate forms of legal or other protection. When eviction is unavoidable, the State must provide or ensure fair and just compensation for any material or other losses.

Chaudhry, expert

3. States shall not, either temporarily or permanently, remove peasants or other people working in rural areas against their will from the homes or land that they occupy without providing or affording access to appropriate forms of legal or other protection. When eviction is unavoidable, **in exceptional circumstances, for the well-being, welfare, or health of the individual or community, the State must follow due process as established by international guidelines and** provide or ensure fair and just compensation for ~~any~~ **both material and non-material** or other losses.

Paragraph 4EU

4. In cases of eviction, States shall guarantee the right to resettlement of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, which includes the right to alternative housing

that satisfies the criteria for adequacy, namely, accessibility, affordability, habitability, security of tenure, cultural adequacy, suitability of location, and access to such essential rights as those to health, education and water.

LVC: new paragraphs

4 (bis) **Los Estados garantizarán alojamientos suficientes, adecuados y asequibles para los trabajadores temporeros que se desplacen en las diferentes campañas agrícolas. Estos alojamientos se localizarán fuera de los centros de trabajo, con servicios y transporte adecuados, sin ningún tipo de ingerencia o de control por parte de los empleadores, de manera a garantizar su intimidad, su libertad de desplazamiento y su libertad sindical.**

4 (ter) **In case of natural or environmental disasters, the seasonal, migrant and other rural workers and members of their families, should be provided support and access to emergency housing, regardless their migrant status or their place of residence.**

Chaudhry, expert

4. In cases of eviction, States shall guarantee the right to resettlement **and rehabilitation** of peasants and other people working in rural areas, **in accordance with existing international human rights standards.** ~~which.~~ This includes the right to alternative housing that satisfies the criteria for adequacy, namely, accessibility, affordability, habitability, security of tenure, cultural adequacy, suitability of location, ~~and~~ access **to basic services and** essential rights such as those to health, **work/livelihood,** education, water, **and sanitation.**

Article 25. Right to education and training

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to education and training. ~~Education and training programmes for peasants and other people working in rural areas shall take into account their economic environment, social and cultural conditions and practical needs, and incorporate their histories, knowledge and value systems. They shall be developed and implemented in cooperation with peasants and other people working in rural areas.~~

Guatemala: reservation

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a la educación y la formación. Los programas de educación y formación para los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tendrán en cuenta el entorno económico, las condiciones sociales y culturales y las necesidades prácticas de esas personas[, e incorporarán su historia, sus conocimientos y su sistema de valores]. Se elaborarán y se aplicarán en cooperación con los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales.

Switzerland

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to education and training. Education and training programmes for peasants and other people working in rural areas shall take into account their economic environment, social and cultural conditions and practical needs, and incorporate their histories, knowledge and value systems. They shall be developed and implemented in cooperation with peasants and other people working in rural areas **and may be conceived as a contribution to SDG 4.**

ILO

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to education and training. Education and training programmes for peasants and other people working in rural areas shall take into account their economic environment, social and cultural conditions and practical needs, and incorporate their histories, knowledge and value systems. They shall **uphold and promote the universal nature of human rights and** be developed and implemented in cooperation with peasants and other people working in rural areas.

Chaudhry, expert

1. Peasants and other people working in rural areas, **including women**, have the right to education and training. Education and training programmes for peasants and other people working in rural areas shall take into account their economic environment, social and cultural conditions and practical needs, and incorporate their histories, knowledge and value systems. They shall be developed and implemented in cooperation with peasants and other people working in rural areas.

Paragraph 2EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to adequate training suited to the specific agroecological, sociocultural and economic environments in which they find themselves. Issues covered by training programmes should include, but not be limited to, improving productivity, marketing, and the ability to cope with pests, pathogens, system shocks, the effects of chemicals, climate change and weather-related events.

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to adequate training suited to the specific agro-ecological, sociocultural and economic environments in which they find themselves. Issues covered by training programmes should include, but not be limited to, improving productivity, marketing, and the ability to cope with pests, pathogens, system shocks, the effects of chemicals, climate change, **disasters**, and weather-related events.

Paragraph 3EU

3. Children of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to receive education in accordance with their culture, and with all the rights contained in human rights instruments.

ILO

3. **All children of peasants and other people working in rural areas have the right to receive education in accordance with their culture,—and with all the rights contained in human rights instruments, and to be free from child labour. All children have the right to complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes. They also should have access to quality early childhood development, care and pre-primary education so that they are ready for primary education.**

Chaudhry, expert

3. Children of peasants and other people working in rural areas have the right to receive education in accordance with their culture, and with all the rights contained in human rights instruments. **Special focus should be paid to girl children to ensure the guarantee of their equal right to education, including through the creation of safe and secure schools and study places.**

Paragraph 4EU

4. States shall encourage equitable and participatory farmer-scientist partnerships, such as farmer field schools, participatory plant breeding, and plant and animal health clinics to respond more appropriately to the immediate and emerging challenges that peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas face.

Article 26. Cultural rights and traditional knowledge

Guatemala: reservation to the whole article and the parts indicated in brackets

BESH, comment

<The question to us is not only to “avoid und eliminate discrimination upon traditional knowledge” as mentioned at the end of point 3, but to protect it.>

Paragraph 1

EU

1. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas have the right to enjoy their own culture and to pursue freely their cultural development, without interference or any form of discrimination. They also have the right to maintain, express, control, protect and develop their traditional knowledge, such as ways of life, methods of production or technology, or customs and tradition. No one may invoke cultural rights to infringe upon the human rights guaranteed by international law, nor to limit their scope.

Claeys, expert

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to enjoy their own culture and to pursue freely their cultural development, without interference or any form of discrimination. They also have the right to maintain, express, control, protect and develop their traditional **and local** knowledge, ~~such as~~ ways of life, methods of production or technology, or customs and tradition. No one may invoke cultural rights to infringe upon the human rights guaranteed by international law, nor to limit their scope.

Paragraph 2

EU

2. Peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas, ~~individually or collectively~~, have the right to express their local customs, languages, culture, religions, literature and art, in conformity with international human rights standards.

Guatemala: reservation

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho [, a título individual y colectivo,] a expresar sus costumbres, idiomas, cultura, religiones, literatura y arte locales, de conformidad con las normas internacionales de derechos humanos.

Chaudhry, expert

2. Peasants and other people working in rural areas, individually or collectively, have the right to express their local customs, languages, culture, religions, literature and art, ~~in conformity with international human rights standards~~ **with respect to gender equality and non-discrimination.**

Paragraph 3

EU

3. States shall respect, and take measures to recognize and protect, the exercise of the above-mentioned rights, and eliminate discrimination against the traditional knowledge, practices and technologies of peasants and other ~~people~~ **persons** working in rural areas.

Article 27. Responsibility of the United Nations and of other international organizations

Paragraph 1

EU

1. The specialized agencies, funds and programmes of the United Nations system, and other intergovernmental organizations, including international and regional financial organizations, shall contribute to the full realization of the provisions of the present declaration, including through the mobilization of, inter alia, development assistance and cooperation. ~~Ways and means of ensuring the participation of peasants and other people working in rural areas on issues affecting them shall be established.~~

Guatemala: reservation

1. Los organismos especializados, fondos y programas del sistema de las Naciones Unidas y otras organizaciones intergubernamentales, [incluidas las organizaciones financieras internacionales y regionales,] contribuirán a la plena observancia de las disposiciones de la presente Declaración mediante la movilización, entre otras cosas, de la asistencia y la cooperación para el desarrollo. [Se establecerán los medios de asegurar la participación de los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales en los asuntos que les conciernan.]

Paragraph 2

Guatemala: reservation

2. Las Naciones Unidas y sus organismos especializados, fondos y programas[, y otras organizaciones intergubernamentales, incluidas las organizaciones financieras internacionales y regionales,] promoverán el respeto y la plena aplicación de las disposiciones de la presente Declaración y velarán por su eficacia.

LVC: new paragraph

2 bis. **The United Nations through its specialized agencies, shall monitor and report the status of the rights entailed in this declaration to the Human Rights Council on annual basis, the report should also clarify what steps have been taken by the United Nations and its specialized agencies to promote these rights.**

IITC: Additional article

27 (bis) **Nada de lo contenido en a presente Declaración se interpretará en el sentido de que menoscaba o suprime los derechos que, los campesinos, campesinas y otras personas y pueblos indígenas que trabajan en zonas rurales tienen en la actualidad o puedan adquirir en el futuro.**

Golay, expert: additional article (based on articles 45 and 46. 2 and 3 of UNDRIP)

27 (ter)

1. **Nothing in this Declaration may be construed as diminishing or extinguishing the rights peasants and other people working in rural areas have now or may acquire in the future.**

2. **In the exercise of the rights enunciated in the present Declaration, human rights and fundamental freedoms of all shall be respected. The exercise of the rights set forth in this Declaration shall be subject only to such limitations as are determined by law and in accordance with international human rights obligations. Any such limitations shall be non-discriminatory and strictly necessary solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and for meeting the just and most compelling requirements of a democratic society.**

3. **The provisions set forth in this Declaration shall be interpreted in accordance with the principles of justice, democracy, respect for human rights, equality, non-discrimination, accountability and good faith.**

Annexe IV

[Anglais seulement]

Additional explanations provided by experts

Overarching questions

Individually or in community:

The language of article 1(1), “alone or in association with others,” may be used to replace “individually and collectively”. Many civil, economic, social and cultural rights have collective dimensions. The language from CESCR general comment 21 whereby rights can be exercised “individually, in association with others and in a group” is another alternative that could be contemplated.

There are cases when these rights are realized collectively in a community, for example fishing and raising cattle. In general, farming is often collective. This recognition of collective rights is not new and features in the 2012 FAO Guidelines. Many constitutions in Latin America recognize collective rights. Legal mechanisms, such as class actions, have been established for their protection.

Addition of reference to “compliance with national legislation”

The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples does not contain reference to compliance with national legislation. Rather, wording similar to that of article 46(3) of the Declaration could be added: “The exercise of the rights set forth in this Declaration shall be subject only to such limitations as are determined by law and in accordance with international human rights obligations. Any such limitations shall be non-discriminatory and strictly necessary solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and for meeting the just and most compelling requirements of a democratic society.”

Removal of references to “right”

Rights referred to in the draft declaration are rights that States have drafted and adopted. They are stated not in the context of a development agency. The proposed declaration is on the rights of peasants and other people working in rural areas. If the word is deleted, the very nature of entitlements to be recognized under law will be eliminated.

Preamble

Most international agreements include a chapter of definitions. It may be useful, in order to have a clear common understanding, to insert a definition of “food sovereignty”.

Article 1

Definition of peasants:

The definition of “peasant” in the draft declaration is inspired by the work done by La Via Campesina and by States in the context of the 2012 CFS Voluntary Guidelines on the responsible governance of tenure of land, fisheries, forests in the context of national food security. The definition emphasizes the relationship with land and environment as means of production. It includes activities that produce certain results which are not necessarily profitable. It embraces the possibility for peasants to self-identify.

The draft declaration concerns a particular activity that in the past might have not required protection. A parallel may be drawn to the activities of human rights defenders which are now protected by a specific Declaration.

International human rights law provides protection for groups in vulnerable situations, such as children, women, indigenous peoples and persons with disabilities. Peasants are in a particularly vulnerable situation.

The formulation in the text referring to “or” and not “and” provides for different possibilities.

Migrant and seasonal workers

The intention of the draft declaration is that aspirations should prevail over local legislation. As regards “legal status”, those without legal status are particularly vulnerable. For example, people living in slums without legal status on the land or the dwelling should still have right to water and sanitation. Enjoyment of rights is not linked to legal status of ownership.

Article 2

Obligations of States

Article 2, in its entirety, is based on existing law. The draft declaration, therefore, does not necessarily represent voluntary commitments only. Rather, it provides guidelines on the implementation of existing obligations that States have for the specific case of peasants and other people working in rural areas. The typology of obligations features in many documents used by States. The progressive approach does not apply to obligations that are of immediate nature, such as the obligation not to evict.

Extra-territorial obligations

The recognition of human rights by the States in the UN Charter and the UDHR arose from the context of the Second World War where, as it is known, some States had impact outside their territories. Across the jurisprudence that is available nowadays, it is understood that extra-territorial obligations are applied within the scope States’ jurisdiction, which is where they exercise control. This includes situations of occupation or protectorate as well as decisions that they are making within their territory that have an impact outside the territory which is foreseeable. It is also the case where States have such strong influence beyond the territory that they might have the ability to garner respect and ensure protection and implementation of human rights. This understanding of extraterritorial obligations is strongly supported in existing jurisprudence, in the practice of UN bodies, and in documents adopted by the Human Rights Council, such as the Guiding Principles on extreme poverty and human rights and the set of core principles and measures to address the human rights challenge in large-scale land acquisitions and leases. Extraterritorial obligations should be applied in a way that does not affect the sovereignty of States.

Free, prior and informed consent

“Free, prior and informed consent” is well established in international law and its implementation is confirmed through the jurisprudence of human rights treaty bodies as well as that of regional bodies. Consultations should be held in line with its objectives and the rights of minorities. It is a key element of people’s right to participate in decisions that affect their lives, lands and livelihoods. Trends in international law and jurisprudence indicate that free, prior and informed consent applies to other groups beyond indigenous peoples as well. In the Rio Declaration of 1992, free, prior and informed consent applies to indigenous peoples and local communities.

Its practical application needs to be understood in a democratic framework. The “freedom” aspect of the principle is an important safeguard against coercion. As evidences show, consultation and cooperation in good faith offer protection against abuse of power and avert conflict.

Article 3

Collective rights

There are three types of collective rights: the rights of peoples (right to development, food sovereignty), the rights of local communities (biodiversity, use of forests, community irrigation systems, knowledge associated to seed systems, traditional medicine), and individual rights that are exercised collectively (collective bargaining, right of association). Collective right is also recognized in article 29 of the Universal Declaration of Human Rights. Groups may be discriminated against their collective identity.

Article 7

Freedom of movement

Freedom of movement is important for peasants for example for fishers, pastoralists, or shepherds who need to move from one area to another with their livestock. The difference in the freedom of movement enjoyed by large-scale fishers and industrial fisheries is noted in contrast with the worrying restrictions placed on small-scale fishers, who can often be criminalised. Paragraph 6.10 of the 2005 Voluntary Guidelines for securing sustainable small-scale fisheries recognises the role played by migrant fishers and the importance of their freedom of movement and asks States to cooperate on appropriate legal frameworks. It also states that cooperation agreements must be conducted in consultation with the small-scale fishers. Guideline 22 of the 2012 Guidelines on responsible governance of land tenure also calls on States to contribute to better understanding transboundary tenure. There is therefore an agreed language on this issue.

Article 9

Impartiality

Support to peasants organizations should facilitate the exercise of rights. In case of conflicts as regards rights between the differing parties, States apply the constitutional principles of proportionality and rationality.

Article 10

Removal of reference to “right”

The right to participate is a clearly recognized right that is contained in documents drafted and adopted by States. The obligation to ensure meaningful, effective and informed participation is to help prevent States from manipulating consultative processes. The right to participation as a human right is fundamental to rule of law and to creating democratic governance. It is integrally linked to other rights such as freedom of assembly and of association as well as freedom of thought and expression.

Obligation to facilitate

The obligation to facilitate has been recognized in concluding observations of treaty bodies. It entails for instance putting in place institutional arrangements to provide legal assistance or to ensure that the specificities of rural areas or the languages spoken are accommodated.

Article 11

Certification mechanisms

The general aim of the proposed provision is to ensure that peasants can adapt to these certification standards. There are FAO studies indicating that agricultural agreements sometimes impose unattainable standards on peasants. There must be a right to ensure that

the certification systems do not stand in a way to access to market. Applying the same standards to different situations can lead to discrimination.

Language from a CFS recommendation on connecting small-holders to markets could be used in this regard: “promote rigorous protection of food safety through effective risk assessment leading to control systems that are appropriate for different scales, contexts and modes of production and marketing, while providing information and capacity building to meet these requirements”.

Article 12

Assimilation and integration

These terms are relatively new but these are also new phenomena. When large infrastructure projects are implemented, peasants are often forced to leave their livelihoods and are pressurized to start other activities. Fishers have been obliged to become infrastructure workers. The objective of the provision is to ensure that peasants are not instrumentalised for the purpose of profit.

Specific support to peasants

Providing specific support to peasants is necessary to remedy the situation of injustice. Prioritizing groups in a marginalized or disadvantaged group is expressed in CESCR’s general comment on non-discrimination and Guideline 13 of the 2012 FAO Voluntary Guidelines on the responsible governance of tenure which is specifically focused on vulnerable groups.

Article 13

Labour intensive production

The current trend is towards mechanization. The provision is necessary in the context of large number of people without decent work. ILO employment policy recommendation 122 calls on States to “promote more labour-intensive techniques, in circumstances where these will make for more efficient utilisation of available resources.” It also refers to “more labour-intensive methods of cultivation, expansion of animal husbandry and the diversification of agricultural production”.

Article 15

Food sovereignty

The concept of food sovereignty has emerged from the peasants movement and is different from food security. Food sovereignty embraces a degree of independence: one can decide what to produce. It does not challenge State sovereignty or control. The definition of the right to food sovereignty refers to socially just mechanisms, ecologically sensitive means of production, and the right to healthy food. The principle of cultural appropriateness is important as it relates to the right to decide what they can eat and how they produce their own food. The principle of ecologically sensitive agriculture is integral to realizing the targets of the Paris Agreement.

Right to culturally acceptable food

Cultural acceptability of food has been recognized in the definition of the right to food since the adoption of the general comment on the right to food by CESCR. The FAO Voluntary Guidelines on the right to food, adopted by States, also refers to the right to culturally acceptable food.

Article 16

Right to decent income and livelihood and means of production

It has been recognized as a right at least for women in article 14 of CEDAW. Article 14 on rural women recognizes as a right several elements that are found in the proposed article 16. Guideline 8 on access to resources and assets of the FAO Voluntary Guidelines on the right to food also takes up numerous elements from that article.

Prices

Various national constitutions have relevant norms on price-setting (e.g. article 119 of the Constitution of Guatemala, article 39(c) of the Constitution of India, article 187 of the Constitution of Brazil) which would allow the kind of measure under article 16(3) to be considered, when read consistently with the obligations of States in relation to human rights. In case where constitutions stipulate that free market system prevails, they usually include safeguards allowing for exceptional measures in the market economy in order to support peasant enterprises. Wording could be considered to make it clear that States can adopt certain safeguards in price regulation and setting to guarantee that there is adequate income for peasants and small-scale producers in rural areas.

Article 17

Right to land

In colonial systems, the relationship between people and land was restricted by civil code and other regulations which was limited to the right to ownership and omitted other frameworks in particular the different relationships people have with land: the way they accede to it, use it and manage it as well as the way in which they use the benefits of the land. The declaration is a remarkable opportunity to recognize different forms of relationship with land, without denying the right to ownership. Certain jurisprudence extends its understanding of land ownership to traditional forms of tenure. The declaration ought to recognize what are objective and subjective entitlements. Other UN organizations have recognized this need.

Access to land is just one aspect of the issue. A most important element is security of tenure. The declaration cannot just be limited to access to land and ignore the issue of tenure, a vital aspect of the proposed wording. Recognizing the right to land would not cause new conflicts. It would provide with a legal framework for settling pre-existing conflicts between different communities.

Article 18

Right to the environment

The right to the environment is recognized in five times more constitutions than the right to food, while the latter is not questioned. Article 12 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights on the right to health refers to the improvement of all aspects of environmental and industrial hygiene. It is not a question of access, rather a right to healthy and cleaning environment. This is also the sense of the Protocol of San Salvador and other regional instruments.

Paragraph 2 could be reformulated as follows “peasants and other persons working in rural areas have the right to the conservation and protection of the environment and the productive capacity of the land and other natural resources that they use, manage and control”.

Article 19

Right to seed

The proposed reference to “their seeds”, that is the seeds that have been developed and improved by peasants over thousands of years of farming, could resolve a potential conflict by differentiating the traditional seeds system from the commercial seeds system. There must be recognition and respect for both types of seeds: the formal system of protected seed varieties through agreements such as TRIPS; and the traditional seeds system of peasants characterized by biodiversity on which improvements by farmers are based.

Article 9 of ITPGRFA

Proposed article 19 is compatible with ITPGRFA and other international instruments and the language is necessary to clarify doubts. Replacing article 19 with article 9 of ITPGRFA would be restrictive as this article includes issues referred to in many other sections of the Treaty and is also based on the Convention on Biological Diversity and its Nagoya Protocol. Annex 1 of the Treaty, which on the multilateral system for access and benefit-sharing contained in articles 10 to 15 of the Treaty, has no relation with article 9 on the rights of farmers.

Proposed deletion of 1(a) of the draft declaration

There has never been a problem with the recognition of the right of farmers to their traditional knowledge throughout decades of negotiations at FAO. Traditional knowledge is basic and should be protected not only for producers but also for the humanity. It is contained in the Convention on Biological Diversity and UNESCO instruments.

Compatibility with intellectual property rights regime

A parallel could be made to the question of potential conflict between the recognition of the right to medicine as part of the right to health with intellectual property rights. The former Commission on Human Rights affirmed unconditionally the right to medicine as part of the right to health. Conciliation between these rights took place outside the human rights forum with the WTO Doha Declaration which allows for the production of generic medicines and their export.

Article 20

Right to biodiversity

There are many legislations at national and regional levels that recognize the right of communities to biological resources. There is no dichotomy between the recognition of these rights in the declaration and the international conventions to which States may be members. It is not an issue of access but the right to use the resources to which their knowledge is associated. It has important consequences in terms of conservation and preservation of resources.

Associated traditional knowledge

Beyond saving and protecting plants, the protection of the methods developed throughout centuries by communities for their use is absolutely vital. It is not a question of patenting it. It is about protecting local communities from the patents of people coming from outside that may prevent their local use.